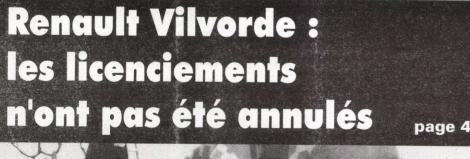
l'éditorial d'Arlette Laguiller

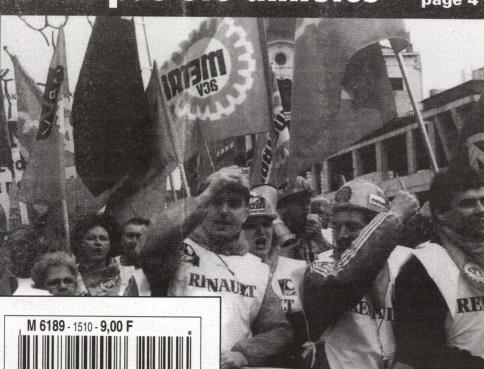
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

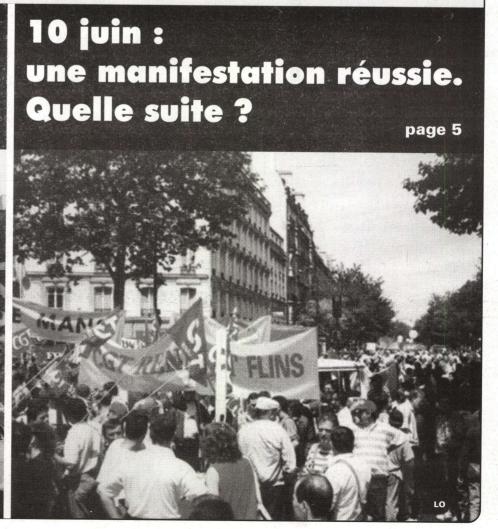
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - nº 1510 - 13 juin 1997 - prix : 9 F

Non, les travailleurs ne peuvent pas faire crédit à Jospin







La gauche au pouvoir

- 4 Renault-Vilvorde, légère prolongation
- 5 La manifestation du 10 juin
- Le nouveau gouvernement et les sans-papiers
- Avec Martine Aubry, les patrons n'ont rien à craindre
 - Derniers reclassements à droite : les copains d'abord
- 16 Jospin et la monnaie unique
 - Gayssot prudent, prudent...
 - Les « Rencontres citoyennes » du PCF

Tribune

6 – Jospin ou Juppé, on est toujours là!

Leur société

6 – Procès de la catastrophe de la grue de Toul

Dans le monde

- **8** Congo-Brazzaville: un conflit dont l'impérialisme français porte la responsabilité
- 9 République d'Irlande : aux législatives, le Parti Travailliste sanctionné
- 10 Algérie : au lendemain des élections
 - Allemagne: le ministre des Finances veut s'en prendre aux assurés sociaux

Dans les entreprises

- 11 Sécurité sociale CAFAC Lille
- 12 La grève des routiers
 - européens Accident SNCF: toujours le lampiste jugé responsable
- 13 La SNCF et les pots-devin pour les marchés du TGV-Nord
- 11,12,13 Échos des entreprises

Il y a trente ans

14 – Guadeloupe : la répression de Mai 1967

15 – Carnets de la guerre d'Espagne de M. Low et J. Breá

- Alain Clair, textes et chansons

SOMMAIRE LES AFFAIRES TIBERI? CA VA, MERCI.

L'affaire Tiberi? Mais quelle affaire? Le Parquet général vient de requérir le classement de l'affaire, ou plutôt des affaires Tiberi. Si la Chambre d'accusation le suit, on arrêtera les poursuites contre le maire de Paris et sa femme.

Pourtant, tout semblait clair et net. Enquêtant sur les fausses factures HLM de Paris établies au profit du RPR, un juge avait perquisitionné chez le maire de la capitale. Il y avait découvert des fiches de paye établissant que sa femme avait reçu 200000F pour un « rapport », commandé par le Conseil général RPR de l'Essonne, qui n'était qu'un prétexte à arroser Mme Tiberi avec des fonds publics.

Déjà, la PJ et son chef avaient refusé de prêter assistance au juge lors de cette perquisition. Puis, la chancellerie avait affrété un hélicoptère pour récupérer dans l'Himalaya un procureur en vacances, seul capable de bloquer l'enquête. En vain. Finalement, Tiberi avait

dû en partie avouer les faits. Sa femme ayant été mise en examen en novembre, lui ne le fut qu'en mars, car Toubon, ministre de la Justice freinait la procédure.

La question semblait donc malgré tout s'orienter vers un procès et une condamnation. Mais la Justice a trouvé un biais : le juge n'avait pas eu la permission écrite de Xavière Tiberi pour saisir le fameux rapport. Autant lui demander s'il elle était d'accord pour se passer elle-même les menottes!

Les Tiberi, qui viennent de rendre visite au pape à Rome, verront sans doute là une preuve de l'existence du (Tou) bon dieu. Et puisque celui-ci vient de perdre son poste de ministre de la Justice et de député, ils pourraient le remercier en lui proposant un petit boulot à la mairie de Paris comme rédiger un « rapport » bien payé. Il paraît que ce sont des choses qui se font...

P.L.

« VERTS, RADICAUX **ET CITOYENS »** CONTRE LA MENDICITÉ...SAUF EN CE QUI LES CONCERNE

Pour disposer des avantages matériels et politiques liés à la constitution d'un « groupe parlementaire », les Verts, les Radicaux et les Chevènementistes du MDC, qui n'avaient pas, chacun pris isolément, assez de députés pour cela, ont regroupé leur trentaine d'élus en un groupe Radical, Citoyen et Vert.

A la tête de ce groupe, ils viennent d'élire Michel Crépeau. Ce radical-socialiste, ancien ministre (entre autres) de l'Environnement sous Mauroy de 1981 à 1983, avait peut-être, à ce titre, un diplôme « vert » à faire valoir auprès des amis de Dominique Voynet. Quant à son « brevet de citoyenneté », le doitil au fait que, en tant que maire de La Rochelle, il soit l'un des tout premiers à avoir pris un édit interdisant la mendicité dans sa ville?

Cela n'a, en tout cas, pas gêné les autres membres de ce groupe. Faut-il en conclure que, comme Crépeau, ils considèrent que les mendiants sont de mauvais « citoyens » qui polluent le paysage?



RÉUNIONS **PUBLIQUES** avec ARLETTE LAGUILLER

- à SAINT-ETIENNE Jeudi 12 juin à 20h30 Le Flore (Plaine Achille) 31, boulevard Jules-Janin
- à CALAIS Mardi 8 juillet à 20h Salle Paul-Caron 2, rue de Marguerite

Banquets de **LUTTE OUVRIÈRE**

à ANGOULÊME Dimanche 15 juin de 12h à 18h Domaine de Clairgom (invitations à retirer auprès de nos militants en écrivant à : LO - BP 1122 16004 Angoulême)

à PERPIGNAN Dimanche 15 juin à 12h **Parc Guilhem** à Cabestany (près de Perpignan)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous-lequel elle est nue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et sociame sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épulsement des atières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoîsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature sta linienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le cap lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'ast-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme des son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façor d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARI au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson, Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson, Tirage : 14 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications nº 64 995.

	LUTTE OUVRIERE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 nº)
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone,	300 F 390 F 420 F	160 F 200 F 210 F	100 F 140 F 100 F
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique	450 F	230 F	140 F (comme voie actionne
Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (solt zone 3) - Océanie (soit zone 4) Autres pays, voie aérienne - Afrique francophone,	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3) - Océanie (soit zone 4)	540 F 660 F	280 F 340 F	170 F 210 F

de 100 F consenti à un mandataire doit être verse par chèque.
BULLETIN D'ABONNEMENT
NOM:
PRÉNOM: ADRESSE:
CODE POSTAL et VILLE:
COMPLÉMENT D'ADRESSE
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -
LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : – par chèque bancaire ou postal à l'ordre de
MICHEL RODINSON, - par virement postal à MICHEL RODINSON,
CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

NON, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT PAS FAIRE CREDIT À JOSPIN

Il faudra patienter jusqu'au 19 juin prochain pour que Jospin fasse sa déclaration de politique générale. En attendant, lui et ses ministres se contentent de gestes symboliques, destinés à faire croire qu'il va appliquer ses maigres promesses. Mais dès qu'on y regarde d'un peu près, les décisions prises relèvent tout au plus de l'effet d'annonce, que pratique chaque gouvernement dans les premiers jours de son existence.

Il y a certes l'annonce de la régularisation de la situation d'une partie des sanspapiers. Cela concernerait, selon les estimations, entre 10 000 et 40 000 personnes qui verraient enfin leur situation normalisée. Cette décision est la bienvenue. Mais pour les autres travailleurs immigrés, tout le monde a souligné l'extrême prudence des déclarations en ce qui concerne l'avenir. On nous dit que les lois Pasqua-Debré seront abolies. Mais on nous dit qu'elles seront remplacées. Il eut pourtant été mieux de nous dire dans quel esprit le nouveau gouvernement légiférerait sur cette question.

Pour ce qui concerne le sort des travailleurs de Vilvorde, menacés de perdre leur emploi le 31 juillet, l'attitude du gouvernement est encore plus significative. Pas question de revenir sur la décision du PDG de Renault (pas plus d'ailleurs sur celle annoncée par Calvet, que nos nouveaux ministres se sont bien gardés de dénoncer).

On s'est contenté de nommer un expert qui doit examiner le bien-fondé de la décision de la fermeture de l'usine. Si son rapport donne raison à Schweitzer, l'usine pourrait très bien fermer le 31 juillet, comme le patron de Renault l'a décidé.

D'ailleurs le Premier ministre belge a rapporté qu'au cours de l'entretien qu'il avait eu avec Jospin sur cette question, ce dernier avait déclaré que «ce n'est pas le gouvernement qui décidait» et qu'il n'avait

pas une «emprise directe sur l'entreprise Renault». François Hollande, le nouveau premier secrétaire du PS, abondait dans le même sens, déclarant que malheureusement, «des décisions irréversibles» avaient déjà été prises. Autrement dit, il se dessine déjà que Jospin, le Premier ministre, se prépare à renier les propos du candidat Jospin lors de la manifestation de Bruxelles en soutien aux travailleurs de Vilvorde. Mais ce sera, nous dit-on déjà, par la faute de l'ancien gouvernement qui a laissé Renault prendre des décisions «irréversibles».

Le gouvernement de droite nous a déjà joué cette musique. Il justifiait ses mesures les plus impopulaires en invoquant l'ardoise laissée par les socialistes. L'alternance permet à chaque nouveau gouvernement de rejeter les fautes sur son prédécesseur et de continuer à mener la même politique au service du patronat.

Le soir même de la victoire électorale de son parti, Jospin affirmait que son action «s'inscrivait dans la durée». Mais les trois millions de chômeurs, les deux millions de travailleurs en situation précaire, les jeunes qui ne vont pas trouver du travail, les sanslogis, ne peuvent pas accepter que leur situation catastrophique soit «inscrite dans la durée». Leur problème, ce n'est pas l'espoir dans un avenir lointain, c'est la crainte du lendemain.

Les travailleurs n'ont aucune raison de concéder au gouvernement Jospin un délai de grâce. Ils n'ont aucune raison de faire crédit et ne le peuvent pas.

La manifestation appelée pour le mardi 10 juin par la presque totalité des organisations syndicales a suivi de près le changement de gouvernement.

Le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, affirmait à la veille de cette journée de grève que le gouvernement Jospin n'avait pas besoin de consultations avec les

uns et les autres pour décider l'arrêt des plans dits sociaux et pour donner plus qu'un simple «coup de pouce» au SMIC.

Mais quel plan d'action proposent donc les confédérations syndicales pour imposer ces revendications-là, au cas fort prévisible où le gouvernement ne voudrait pas les satisfaire? Car la manifestation du mardi 10 juin, qui rassemblait entre 40 000 et 80 000 participants, et qui fut un succès, n'aura de sens et ne pèsera sur la politique du gouvernement que si elle n'est pas sans lendemain. Il ne faut pas d'une succession de «journées» corporation par corporation, comme on en a vu, mais qu'elles constituent des étapes vers la mobilisation générale des travailleurs.

A en juger par les premières réactions de la Bourse, le patronat et les milieux financiers ne se sont guère affolés à l'annonce du nouveau gouvernement Jospin. La présence des trois ministres communistes ne les a pas fait changer d'avis — au contraire, ils y voient, et certains le disent, une garantie contre ce qu'ils appellent les « désordres sociaux ».

Le patronat apprécie les références de Jospin, de Martine Aubry et des autres, comme il a apprécié la modération du programme du Parti Socialiste. Industriels et banquiers escomptent que les mesures en leur faveur continueront, comme avant, ainsi que les profits élevés. Ce qui, pour les travailleurs, signifierait l'aggravation du chômage, la diminution des salaires réels, l'affaiblissement des protections sociales et la plongée d'une fraction croissante du monde du travail dans la misère. Voilà à quoi il faut mettre un coup d'arrêt.

Jospin n'a pratiquement rien promis pendant sa campagne qui pourrait changer le sort des travailleurs. Alors, il faut l'obliger à tenir même les promesses qu'il n'a pas voulu faire...



La gauche au pouvoir

Renault-Vilvorde DES DECISIONS (légèrement) DIFFÉRÉES MAIS PAS ANNULÉES

À l'issue du Conseil d'administration du groupe Renault qui s'est tenu le 10 juin, les travailleurs et militants syndicalistes de Vilvorde étaient moins enthousiastes que les commentateurs de la télévision française.

Schweitzer, PDG de Renault, a nommé un « expert indépendant » pour étudier le dossier Vilvorde. Cet expert a trois semaines pour donner son avis. En attendant, les discussions sur « le plan social » de Vilvorde sont suspendues... mais de façon très théorique, au contraire de la fermeture de l'usine initialement prévue au 31 juillet de cette année.

Jospin, Premier ministre, avait écrit aux dirigeants syndicaux de Vilvorde qui l'avaient sollicité que « les actionnaires de l'État au Conseil d'administration de Renault exigeraient que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coût de production de l'usine de Vilvorde ».

Ce qui « engageait » paraît-il les actionnaires de l'État (qui possède 46% des parts) mais... pas le gouvernement qui ne se reconnaît pas le droit d'intervenir dans des questions industrielles.

Schweitzer, sans doute pour faire un petit plaisir à Jospin, dès l'ouverture de la réunion du Conseil d'admi-

nistration, a annoncé sa décision de nommer un « expert indépendant », bref de surseoir à toute décision avant... la fin du mois de juin.

Ce délai de trois semaines apparaît à juste titre aux travailleurs, et même aux dirigeants syndicaux de Vilvorde, comme une diversion, qui ne fait que prolonger l'incertitude. Ce qui laisse le temps de fermer l'usine au 31 juillet comme prévu par Schweitzer.

Les critiques de la Commission de Bruxelles, celles du Parlement de Strasbourg, celles du tribunal de Versailles, sur la manière dont la fermeture avait été annoncée et préparée n'avaient pas fait reculer Schweitzer. La fermeture de

Vilvorde n'était qu'une des parties du plan dit de redressement du groupe Renault, plan qui prévoit des milliers de suppressions d'emplois en France et en Europe. Toujours au nom de la concurrence et de la productivité, Calvet, le directeur de Péugeot, est dans la même note. C'est paraît-il un problème de surproduction automobile à l'échelle européenne.

Ce sont bien entendu des raisons et des discours de capitalistes, qui restent dans le cadre de la logique capitaliste, de ses contradictions, de ses crises, de ses profits et de ses désastres pour le monde ouvrier.

Jospin n'a aucune volonté politique de sortir de cette logique et de ce système. Il

a fait le petit geste d'obtenir un sursis. C'est dérisoire, non seulement pour les travailleurs de Vilvorde, mais pour ceux de Renault, de Peugeot, comme de tout le pays. Ce geste montre très précisément les limites de l'intervention gouvernementale.

Des hommes politiques qui se disent au service des travailleurs interdiraient les licenciements, empêcheraient un industriel de fermer une usine à son gré, ils imposeraient aux patrons, actionnaires et banquiers responsables de la politique industrielle, des mesures visant à maintenir l'emploi et à garantir à ceux qui travaillent, comme à ceux qui sont au chômage, un salaire pour ne pas tomber dans la paupérisation.

Cette politique n'est évidemment pas, ni de près ni de loin, dans la politique des « socialistes » du gouvernement. Leur vocation est d'essayer de faire supporter, et accepter, la dure loi du profit capitaliste... par des gestes, des discours, parfois des mini-réformes qui ne remettent pas en question l'orientation engagée. Et quand cela n'est pas possible, leur politique est l'art de l'esquive, voire de la répression.

Les travailleurs qui ne sont pas naïfs au point de se laisser abuser n'ont d'autre choix que d'intervenir euxmêmes pour défendre leurs intérêts, avec leurs propres moyens et leurs propres forces.

Colette BERNARD

RENAULT VA-T-IL NOUS TUER À LA TÂCHE?

En trois semaines, les accidents graves se sont multipliés: un ouvrier du DA est mort chez lui en rentrant du travail, d'une rupture d'anévrisme. Trois autres travailleurs du DA et un du B ont eu des malaises cardiaques.

La direction refuse toute responsabilité dans ces accidents, évidemment. Seulement voilà : ils se sont multipliés depuis la mise en place des nouveaux horaires, des nouvelles cadences et des équipes décalées. Et il est évident que le rythme fou que nous subissons en ce moment a les pires conséquences sur notre santé à tous. Nous le ressentons tous de la même façon, et nous n'avons même plus nos week-ends complets pour nous reposer!

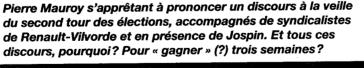
Nous ne pouvons pas attendre que Renault se préoccupe de notre santé. Pour Renault, il n'y a que les profits qui comptent. C'est à nous de songer à notre santé. Prenons les repos dont nous avons besoin, quand nous en avons besoin. Nous n'allons tout de même pas nous tuer à la tâche pour quelques bagnoles de plus...

DESCENDU DU CIEL

Samedi dernier, Schweitzer, notre PDG, est descendu de son hélico avec quelques autres cravatés pour venir visiter l'usine.

Que venait-il faire? Nous ne le savons pas. Mais il était bien entouré et protégé par des gardes du corps avec des talkies-walkies. Forcément, dans une usine il n'y a pas que des robots, il y a aussi des ouvriers. Mon Dieu, ma chère, des ouvriers!

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault (Douai)





10 Juin

UNE MANIFESTATION REUSSIE: QUELLE SUITE?

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés à Paris le 10 juin à l'appel des confédérations syndicales (à l'exception de FO) dans le cadre d'une manifestation européenne sur l'emploi. La CFDT et la CGT ont regroupé derrière leurs banderoles respectives la quasi-totalité des manifestants, venus essentiellement de province. La CGT quant à elle rassemblait près des trois quarts des manifestants qui avaient fait le déplacement à Paris. Plusieurs milliers d'entre eux n'eurent même pas le temps de manifester, étant obligés de repartir.

Cette manifestation, qui se tenait quelques jours après la formation du gouvernement Jospin, apu montrer l'existence dans la rue d'un mouvement ouvrier qui pourrait compter. Seulement si cette manifestation peut être ressentie comme un succès, des questions restent posées sur ce que veulent faire les dirigeants confédéraux. Et les silences et les non-dits sont parlants.

Pour la CFDT, les déclarations de Notat sont limpides, elle s'est tout de suite positionnée comme soutien de la politique à venir du nouveau gouvernement quelle qu'elle soit, tout comme elle l'avait fait avec Juppé.

Certes la CGT, quant à elle, a pu faire une démonstration du rapport de force militant vis-à-vis du gouvernement et accessoirement dans le cadre de sa recherche de reconnaissance par la Confédération Européenne des Syndicats, sous l'égide de qui se tenait cette manifestation. Mais pour beaucoup des manifestants venus avec la

CGT, la manifestation était l'occasion de montrer la force des travailleurs vis-à-vis du gouvernement et du patronat. Et c'est bien là que se situe l'ambiguïté.

Les dirigeants de la CGT ont beau dire le contraire, ils ont en fait un pied dans le gouvernement, d'une part au travers des liens qui l'unissent encore au PCF, et de toute façon en tant qu'appareil qui entend être «un partenaire» obligé de ce gouvernement. Viannet, pas plus qu'aucun dirigeant confédéral, ne donne comme perspective, pas plus aujourd'hui qu'hier, d'organiser l'offensive générale du monde du travail pour imposer ne serait-ce que le programme revendicatif de la CGT. Le matin même de la manifestation, il expliquait dans les colonnes de L'Humanité que sa principale demande portait sur une augmentation de 8 % du SMIC, car, disait-il, Chirac l'a bien augmenté de 4% quand il a été élu, alors un gouvernement de gauche devrait faire plus. Cela rejoint « les exigences» du PCF sur une augmentation de 500 F pour le SMIC. Les banderoles et les tracts CGT peuvent continuer à revendiquer « le' SMIC à 8500 F», les dirigeants se contenteraient d'un SMIC à un peu plus de 6 500 F. Ces dirigeants voudraient aussi, comme leurs homologues des autres syndicats, avoir «un peu de grain à moudre», c'està-dire de quoi justifier auprès de leurs militants et de la classe ouvrière leur absence de volonté offensive contre un gouvernement qui, comme ceux qui l'ont précédé, va gouverner au service exclusif du patronat. Pour pouvoir faire passer cette politique, ils doivent vis-à-vis



de leurs propres militants donner le change et se montrer revendicatifs. La manifestation du 10 juin répondait à une telle démarche. Les militants de la CGT et du PCF disent et redisent «il ne faut pas recommencer les erreurs de 1981-1984», d'ailleurs certains militants du PCF disaient fièrement et sincèrement pendant la manifestation :« Cette fois, contrairement à 1981, on n'a pas hésité à organiser une manifestation de masse». Mais des manifestations du même type, la CGT peut en organiser de nombreuses sans que cela ne change rien au sort de la classe ouvrière, si elles ne s'inscrivent pas dans une perspective de contestation de la politique

antiouvrière que ne manquera pas d'avoir le nouveau gouvernement.

Le problème qui se pose à la classe ouvrière et à tous ses militants, angoissés des reculs subis jusqu'ici, est de s'armer d'un véritable programme à la hauteur des enjeux du chômage, c'est-à-dire imposer l'interdiction des licenciements sous peine de réquisition et d'abord dans les entreprises qui annoncent des bénéfices, mais cela veut dire justement, pour que cela ait un sens, imposer également le contrôle des travailleurs sur tous les comptes des entreprises et de ceux qu'elles enrichissent, dirigeants, actionnaires et leurs prête-noms. Cela veut dire aussi mettre fin immédiatement aux

centaines de milliards d'aides directes et indirectes distribuées par l'État et les caisses publiques au patronat, et obliger justement l'État à créer lui-même et tout de suite les centaines de milliers de postes que cela permettrait. Il faut en fait imposer une autre répartition des richesses et des sacrifices en s'en prenant ne serait-ce qu'à une partie des formidables profits engrangés chaque année par le patronat et les possédants. Cette question n'est pas posée par les dirigeants des confédérations syndicales, pas plus ceux de la CGT que des autres... sinon, ils le diraient.

Paul SOREL

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT FACE AUX SANS-PAPIERS

membre de l'entourage de Lionel Jospin, mardi 10 juin. à l'issue de leur marche depuis Angoulême, auront obtenu quelque chose de tangible.

Le gouvernement a en effet annoncé un processus de régularisation de la situation de certains étrangers sans papiers, qui pourrait concerner entre 10 000 et 40 000 personnes. Cette régularisation sera examinée au cas par cas et sous certaines conditions. Le mot de « régularisation » est

Les treize «sans- d'ailleurs évité, pour ne pas De telles mesures de pagne présidentielle de lement revenir en arrière : ers» reçus par un rappeler sans doute la régularisation sont prises 1995, au cours de laquelle c'est sur la réforme datant «régularisation» qui avait concerné un bien plus grand nombre d'immigrés au début du premier septennat de Mitterrand. On se limite aujourd'hui à parler de rétablir «un état de droit humain»...

> Cela concernerait en particulier les situations scandaleuses ou absurdes comme celle qui interdit d'expulser certaines personnes, sans les autoriser à séjourner - créées notamment par les lois Pasqua de 1993.

périodiquement par certains gouvernements; on en a non seulement vu en France, mais aussi en Italie on en Espagne.

C'est évidemment satisfaisant pour les intéressés, bien que la procédure risque d'être lente et semée de traverses.

Ces dispositions sont annoncées, nous dit-on, dans l'attente de «l'abrogation du dispositif législatif actuel et son remplacement, prévu pour l'automne».

Par rapport à la cam-

Jospin avait clairement précisé qu'il n'envisageait pas l'abolition des lois Pasqua-Debré mais seulement un «peignage» sur quelques points, la position du Premier ministre socialiste a évolué. Pour ces élections législatives, la promesse de «supprimer les lois Pasqua-Debré» figurait cette fois dans le programme du PS.

Il reste à attendre l'automne pour voir par quoi le gouvernement va remplacer ce dispositif. Il y a au moins un point où le PS peut facide 1993 du code de la nationalité, qui, tout en maintenant le principe du «droit du sol», avait mis fin à l'accès automatique à la nationalité française des enfants nés en France de parents étrangers, en leur imposant une démarche spéciale. Le PS s'est déclaré partisan du rétablissement du code de la nationalité sans qu'il y ait de demande à faire. Espérons en effet qu'il revienne sur cette loi de 1993.

Christiane LE GUERN

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit. en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE -

JOSPIN OU JUPPE ON EST TOUJOURS LA!

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté le mardi 10 juin à Paris à l'appel de la plupart des centrales syndicales CGT, CFDT, CFTC, FSU et FEN... (à l'exception de FO). Et les ouvriers de l'usine Renault de Vilvorde étaient à nouveau descendus nombreux à Paris pour refuser la fermeture de leur usine.

Il y a une dizaine de jours, lorsque la gauche arrivait victorieuse aux élections, personne ne s'attendait vraiment à voir à brève échéance une manifestation aussi importan-

Certes cette manifestation, sur le thème de l'emploi en Europe, était déjà prévue au calendrier syndical. Elle faisait suite aux autres manifestations semblables organisées dans d'autres pays européens par les syndicats membres de la CES (Confédération Européenne des syndicats). Sa date en France avait été retardée par rapport à celle organisée dans les autres pays, pour cause d'élec-

Mais c'est le fait que cette manifestation soit devenue la première manifestation syndicale sous le gouvernement de gauche qui lui a donné un autre caractère, et a semble-t-il contribué à assurer son succès, bien qu'elle se soit déroulée en milieu de semaine, et qu'il n'y ait eu pour cela pratiquement aucun appel à la grève.

Les centrales syndicales, certes, ont fait le battage, organisé de nombreux bus de province, pour montrer chacune sa force, bien sûr, mais aussi et peut-être surtout pour donner le change vis-à-vis des travailleurs et de leurs propres militants au soutien que les unes comme les autres entendent apporter au gouvernement. Ce ne sera plus comme en 1981, cette fois on n'attend pas, on va pousser la gauche, voudraient-elles en quelque sorte signifier. Ce dont il est permis de douter.

Mais nombre de travailleurs, et surtout probablement de militants syndicaux plus facilement déplaçables dans ces conditions, ont saisi l'occasion de manifester, bien indépendamment du thème officiel, pour montrer en partie leur méfiance à l'égard du nouveau gouvernement. «Jospin ou Juppé, on est toujours là » chantaient des manifestants, sur l'air du «Olé-lé, ola-la».

Car si ceux qui ont voté pour les candidats d'extrême gauche, même s'ils ont été plus nombreux qu'aux législatives de 1993, ne sont encore qu'une petite fraction de l'électorat ouvrier, la méfiance à l'égard de la gauche s'entend aussi de la part de beaucoup de ceux qui ont voté pour elle. Et dans les rangs du Parti communiste notamment, nombreux ont été ceux qui, pour cette raison, ont exprimé leur opposition à la participation des ministres communistes.

Les principaux ministres du nouveau gouvernement, on les connaît déjà, on les a déjà vus au gouvernement, à commencer par Jospin lui-même et son numéro deux au gouvernement, la ministre de l'économie et des finances Martine Aubry, tous deux plus appréciés du CNPF que des travailleurs.

Et ils se gardent bien de s'engager sur quoi que ce soit vis-à-vis des travailleurs ou des chômeurs. «Notre action s'inscrit dans la durée» se contentent-ils de dire pour prêcher la patience. Une formule reprise également à la télévision par le ministre communiste des transports Gayssot, pour éviter de donner une réponse aux questions que lui posaient dimanche dernier les journalistes sur les salaires, ou les réformes de la SNCF et d'Air-France.

Certes le gouvernement Jospin va bien faire quelques gestes symboliques : il vient d'annoncer qu'il devrait accorder des papiers à plusieurs milliers de familles immigrées installées en France depuis déjà un certain temps. Ce qui ne voudra pas dire la fin des tracasseries pour tous les autres, ni celle des charters, dont la droite n'a malheureusement pas le monopole.

Et Renault a annoncé qu'il reportait momentanément la fermeture de son usine de Vilvorde, a-t-on annoncé mardi 10 juin, le temps de rechercher une éventuelle solution alternative... Mais le ministre de l'économie Strauss-Kahn a déjà prévenu que la mise en place du projet est peut-être déjà trop avancée pour qu'on puisse revenir sur la fermeture, question de pouvoir en faire porter la responsabilité sur l'ancien gouvernement.

Quant aux salaires, personne n'en parle pour l'instant. Et en ce qui concerne le SMIC, même le PCF a abandonné toute exigence : il avait déjà, à l'occasion de l'accord avec le Parti socialiste, rabaissé sa revendication de 1500 F d'augmentation à 1000 F; au lendemain du second tour, il ne parlait déjà plus que de proposer à Jospin 500 F d'augmentation en juillet; et a mis cette condition dans sa poche au moment d'accepter des porte-feuilles de ministres. Seule la CGT demande que la revalorisation annuelle du SMIC qui doit intervenir en juillet dépasse cette fois nettement les 4% accordés par Chirac en 1995; au moins le double, dit-elle, 8 %. Ce qui réduit à même pas 400 F par mois, le coup de pouce minimum revendiqué. Alors celui qui sera accor-

Quelles autres petites mesures le gouvernement Jospin va-t-il prendre pour donner un peu le change vis-à-vis de son électorat? On verra bien. Mais sur le fond de ce que sera sa politique, on sait déjà tout. Il ne s'en prendra pas aux intérêts des patrons, il utilisera plus d'argent de nos impôts à les subventionner qu'à créer des emplois dans les services publics. Il continuera dans ces services publics la politique de restrictions. Et il n'interdira évidemment pas les licenciements. Avec Peugeot, qui vient d'annoncer, dès le lendemain de la victoire électorale de Jospin, près de 3 000 suppressions d'emplois, on en a une preuve.

Alors la question n'est pas tant de savoir ce que va faire ou pas le nouveau gouvernement sur quelques points de détail, ni de se laisser endormir par la fausse polémique sur le «pacte de stabilité» européen qui évite de parler des plans de licenciements des patrons bien français, ou des salaires.

La question est surtout de savoir ce que les travailleurs vont faire. Et si tous ceux qui ont saisi l'occasion de la manifestation du 10 juin pour exprimer leur défiance au gouvernement, tous les militants qui ont retenu la leçon de 1981 et 1988, tous les militants communistes qui reprochent à leur direction de s'être lié les mains dans ce gouvernement, s'y mettaient ensemble, les travailleurs pourraient alors, et par-dessus la tête des dirigeants des grandes confédérations syndicales, préparer ensemble la riposte de la classe ouvrière qui mettrait un coup d'arrêt à l'offensive du patronat et imposerait aux patrons et à ce gouvernement, exactement comme il aurait fallu l'imposer à un gouvernement Juppé-bis ou Séguin, les mesures indispensables à la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

Olivier BELIN

Leur société

«BANDITS MANCHOTS» ET BRAS LONGS

té RPR des Hauts-de-Seine et proche de Pasqua, a maille à partir avec la justice et a même été écroué la semaine dernière. Cette nouvelle affaire de corruption fait qu'on reparle de ce monde très fermé des casinos.

Tranchant est l'un des rois des machines à sous que l'on surnomme les «bandits manchots». Pendant des années, ces machines ont été interdites en France. «C'est la porte ouverte à l'argent sale », disait Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur PS qui s'opposait à l'autorisation de leur usage en France. Il est vrai, c'est notoire, que le marché des machines à sous est contrôlé par la mafia italienne et surtout américaine, ce qui n'est pas forcément du goût de la mafia... française.

En 1986 arrive Pasqua et, cette fois, le feu vert est donné: 500 «bandits manchots » font leur entrée dans les casinos français et c'est Tranchant qui s'occupe de l'importation. Il s'agit de lutter contre la chute du chiffre d'affaires des casinos, explique-t-on à l'époque. En 1989, le ministre socialiste Philippe Marchand va dans le même sens que Quelle mafia exactement? Pasqua au nom, cette fois, de l'em-

Georges Tranchant, ancien dépu- ploi, les propriétaires de casinos agitant la menace de suppression de milliers de postes.

> Du coup, le nombre de machines à sous s'envole. Pour les casinos c'est un véritable jackpot : les « bandits manchots» représentent désormais 83 % des quelque six milliards de francs que rapporte l'ensemble des jeux. Et des bandits, loin d'être manchots, s'intéressent à l'affaire. Des grands groupes comme la Générale des Eaux, le groupe Chargeurs, ou encore le Crédit Lyonnais, investissent dans le jeu, la concurrence fait rage pour le contrôle du marché et tous les moyens sont bons pour racheter les casinos.

> Tranchant aurait ainsi exercé de multiples pressions et utilisé ses relations, en particulier au sein de la police, afin d'acquérir au meilleur prix certains casinos. Il nie bien sûr toutes les accusations qui pèsent sur lui. « Nous n'avons jamais versé le moindre pot-de-vin, ce n'est pas du tout dans nos habitudes», déclarait son entourage, ajoutant : « Tout cela est téléguidé par nos concurrents».

Qui sont « nos concurrents »?

Paul BARRAL

Catastrophe de la grue de Toul «ON N'ARRETE PAS LE BETON»... NI LES PROFITS

la chute d'une grue de trente mètres sur un lycée de Toul est en train de se dérouler. Le 26 janvier 1995, alors qu'il y avait beaucoup de vent et que toutes les grues des chantiers des environs étaient arrêtées, «en girouette», une seule a continué malgré le risque, celle de la société Ramelli. Le grutier n'a pourtant pas voulu y aller. Mais il était intérimaire et, selon un témoignage, une semaine auparavant un autre intérimaire avait refusé de monter à cause du vent, et avait été licencié le soir même.

Un différend aurait opposé le grutier, qui voulait arrêter « On va se casser la gueule» et son chef de chantier qui aurait déclaré : « Il faut continuer, on n'arrête pas comme ça le béton».

Au procès les responsables du chantier croient se dédouaner en disant que le grutier avait toute liberté pour décider lui-même, alors qu'ainsi ils se condamnent doublement, car le devoir des responsables c'est de faire fermer le chantier quand les conditions sont dangereuses, même si le grutier avait voulu continuer... ce qui n'était justement pas le cas.

L'accident a fait 6 morts, six adolescents, et dix blessés, dont le grutier.

Le procès de l'accident provoqué par Tout cela parce que, selon ses propos, «on fait n'importe quoi pour ne pas perdre une journée de travail », y compris un assassinat collectif, car c'en est

Certes tous les patrons du bâtiment n'agissent pas ainsi, la preuve c'est que les autres chantiers étaient arrêtés. Mais cela arrive tellement souvent dans cette profession, comme dans tant d'autres, dans les transports, la manutention, les usines, que l'on travaille à la limite de la sécurité et parfois au delà. La récente grève des chauffeurs routiers vient encore de rappeler que le patronat du camionnage fait courir des risques aux chauffeurs et à tous les usagers de la route, à cause de la course effrénée au profit, quels que soient les risques.

Cette affaire rappelle que les tenants de «l'efficacité» sans limite, de la « performance », du « libéralisme » qui n'est que la liberté pour les patrons de faire ce qu'ils veulent, quitte à faire courir des risques à l'ensemble de la société, tous ces défenseurs du capitalisme sont non seulement des partisans de l'exploitation mais, à l'occasion, des pousse-au-crime.

André VICTOR

La gauche au pouvoir

Martine Aubry, le retour

LES PATRO N'ONT RI自 À CRAINDRE

Si les milieux patronaux ont bien accueilli la nomination au gouvernement de Martine Aubry, c'est que cette « super-ministre » de Jospin a déià été au gouvernement et sut alors se faire apprécier du patronat. De ce point de vue son curriculum vitae est excellent.

Martine Aubry, on comprend la satisfaction des milieux d'affaires à sa nomination au poste de ministre de l'Emploi et de la Solidarité. Enarque, puis haut fonctionnaire au ministère du Travail dès 1975, Martine Aubry fait un premier et bref passage au PS. Elle soutient Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974.

Giscard élu président, elle s'éloigne du PS et entretient de bonnes relations avec les ministres de droite, qui lui accordent diverses promotions. Puis vient la victoire de Mitterrand en 1981 et l'ascension d'Aubry continue, d'abord au ministère du Travail puis aux Affaires sociales. Elle collabore ainsi aux différents gouvernements de 1981 à 1988. Au moment de la première cohabitation entre 1986 et 1988, avec Chirac Premier ministre et Mitterrand président, le gouvernement repasse à droite mais Martine Aubry reste en place. Philippe Séguin, ministre en 1986, lui garde son poste. On dit d'ailleurs à l'époque que c'est Yvon Chotard, vice-président du CNPF, qui en fait la demande.

Durant toute cette période, de grands patrons comme Jean Gandois, PDG de Péchiney, lui apportent ouvertement leur soutien. En 1989, Jean Gandois lui offre une place à la direction de Péchiney où elle devient directeur général adjoint du groupe. Parmi ses hauts faits, la fermeture de l'usine Péchiney de Pau qui se traduit par des milliers de suppressions d'emplois.

A regarder la carrière de une première consécration en étant nommée ministre du Travail. Elle quitte donc Péchiney et rejoint la socialiste Edith Cresson qui vient d'être nommée Premier ministre.

> De 1991 à 1993, elle exercera cette fonction dans les deux derniers gouvernements socia-

Durant ces années, les plans de suppressions d'emplois et de licenciements se succèdent : Usinor-Sacilor, Thomson, Chausson, Renault, Peugeot, Péchiney... Tous les grands groupes, pourtant largement bénéficiaires, réduisent leurs effectifs. Le chômage explose et on dépasse le cap des trois millions de chômeurs officiels. Ministre du Travail, Martine Aubry? Plutôt ministre du chômage! Bien sûr, ce sont les patrons qui sont les principaux responsables de cette situation. Mais les politiciens au pouvoir, dont Martine Aubry, leur donnent ouvertement le feu vert. Aux travailleurs de Renault-Cléon qui réclament des augmentations de salaire, Martine Aubry demande le respect de la « liberté du travail » avant toute négociation. C'est au même mépris qu'ont droit les travailleurs de Chausson Creil en grève contre les licenciements. Là encore, pas question de désavouer les patrons.

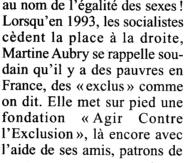
On peut citer aussi à son actif: la mise en place des CES (Contrats Emplois Solidarité) qui vont permettre, en particulier à l'État, d'employer des dizaines de milliers de personnes en dessous du SMIC, ou le projet de loi devant permettre C'est en 1991 qu'elle reçoit le travail de nuit des femmes,

Martine Aubry, ministre du Travail en 1993, en compagnie de Leenhard, président de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières. au nom de l'égalité des sexes! Lorsqu'en 1993, les socialistes cèdent la place à la droite, Martine Aubry se rappelle soudain qu'il y a des pauvres en France, des «exclus» comme on dit. Elle met sur pied une fondation «Agir Contre l'Exclusion », là encore avec

Axa, Sodexho, Havas, Péchiney bien sûr... Chacun donne son obole, la petite pièce pour les pauvres et, surtout, pour redorer le blason de Martine Aubry. Ce cynisme exaspère même certains au PS. « Une dame patronnesse, financée par les riches »,

dira d'elle André Laignel, maire PS d'Issoudun.

Alors vraiment, pas de quoi apeurer le plus craintif des patrons.



Paul BARRAL

LES COPAINS D'ABORD

Le gouvernement Juppé n'a pas chômé dans les derniers jours de son existence. Entre le premier et le second tour, il a distribué des prébendes, nommé les copains à des postes clefs de l'administration centrale, de la préfectorale à la diplomatie, multiplié les commandes militaires et offert des cadeaux à quelques lobbies influents. Pas moins de 300 décrets publiés au Journal Officiel du 1er juin. Le Canard enchaîné parle même à ce propos de « record jamais atteint dans la longue histoire de la République». Mais les records ne sont-ils pas faits pour être battus?

Côté nominations, Jacques Toubon, ministre de la Justice, s'est distingué, par son sens de l'amitié, en plaçant un conseiller de Paris, recalé par le Conseil supérieur de la magistrature, au poste d'inspecteur général adjoint des services judiciaires. Alain Juppé a offert, quant à lui, une sinécure à son conseiller (coinspirateur de son plan), à la direction de l'Assistance publique. Il a même octroyé une subvention de 10,5 millions pour la nouvelle imprimerie du quotidien girondin Sud-Ouest.

Mais comme il ne faut laisser personne dans le besoin, voilà le gouvernement qui, en dernière minute, crée trois postes de super-préfets à la Santé, au lieu d'un prévu initialement... pour les Antilles et la Guyane. C'est par dizaines que le gouvernement a nommé, placé, casé les petits copains dans les ministères ou ailleurs.

Côté commandes militaires, le ministre de la Défense, Charles Millon, n'y est pas allé de main morte. Avant de céder la place, ce dernier a fait un joli paquetcadeau au «complexe militaro-industriel»: une commande de 13 avions Rafale à Dassault (coût : 6 milliards de francs), une autre de 420 missiles à Matra (coût : 4,5 milliards). Les entreprises privées gagnent ainsi le gros lot. Les entreprises nationalisées ne sont pas en reste : elles ont été autorisées à construire un nouveau missile. Coût de ce joujou aussi guerrier qu'inutile : 5 milliards de francs. Eurocopter a eu, pour sa part, le feu vert pour se lancer dans la commercialisation d'un avion de combat. De quoi alimenter les caisses des industriels de l'armement qui, sous forme de sous-traitance ou de brevets, bénéficient aussi des commandes faites au secteur nationalisé.

Recaser les « copains » dans les administrations centraies, leur offrir des sinecures dans les ministères, distribuer des milliards de commandes aux lobbies influents, n'est pas une pratique nouvelle. Déjà les socialistes, en 1986 et 1993, avaient procédé de la même manière. A ceci près que, sentant la défaite électorale venir, ils avaient pris les devants et placé nombre de «camarades» dans les ministères; sans oublier le lancement d'un programme de porte-avions nucléaire, petit cadeau pour le lobby militaro-industriel.

Le gouvernement Juppé n'a pas manqué à la tradition.

René CYRILLE

Dans le monde

Congo-Brazzaville

UN CONFLIT DONT L FRANÇAIS PC RESPONSA



Plate-forme Yanga d'Elf-Congo.

Après le Zaïre, c'est au tour du Congo d'être en proie à la guerre civile. A sept semaines des élections présidentielles, Brazzaville, sa capitale, est devenue le champ d'affrontement entre les milices de l'actuel président, Pascal Lissouba, et celles de son principal rival, l'exprésident Sassou Nguesso. Il n'en fallait pas plus pour que les gouvernants français, Jospin étant en parfait accord avec Chirac sur ce point, décident d'envover des renforts militaires et portent à 1200 hommes les effectifs déployés dans le pays.

Officiellement, et comme c'est la règle pour ce genre d'intervention militaire, le gouvernement français jure de sa neutralité, n'invoquant que la nécessité d'assurer la sécurité et l'évacuation de ses 4000 ressortissants au Congo. En réalité, ce déploiement de l'accord et la complicité des forces vise surtout à protéger les intérêts économiques des

conflit.

Certains commentateurs laissent entendre que cette explosion de violence serait liée à la chute de Mobutu, dans le Zaïre voisin, et que le développement de sentiments antifrançais au sein de la population s'inscrirait dans un vaste complot visant à écarter l'impérialisme français de cette région d'Afrique.

On ne peut nier que des trusts américains aient des visées sur les ressources du Congo, en particulier sur ses immenses réserves pétrolières récemment découvertes dans le golfe de Guinée, dans la région de N'Kossa. Mais le pays n'avait nul besoin d'un prétendu complot pour s'embraser, ni pour nourrir des rancœurs à l'égard de la France.

Un pays étranglé

Depuis trente ans, rien de ce qui s'est fait dans cette excolonie n'a pu se faire sans gouvernements français.

En ce sens, ils portent une trusts français, si ceux-ci lourde responsabilité dans le le plus grand profit d'Elf.

venaient à être menacés par ce fait que, malgré ses richesses pétrolières, le Congo figure parmi les pays les plus endettés d'Afrique, à tel point que sa dette extérieure s'élève à plus de deux fois la totalité de ses ressources annuelles. Les détournements de fonds, la corruption et le clientélisme entretenus sous la dictature de Sassou Nguesso, de 1979 à 1992, puis par son successeur à la tête de l'État, Pascal Lissouba, ont certes une part de responsabilité dans cette situation catastrophique du Congo. Mais celle de l'impérialisme français, et plus particulièrement du groupe Elf qui exploite depuis longtemps les gisements de pétrole et tire 11,7% de sa production du Congo, est encore bien plus écrasante.

Pour ELF, une chasse gardée

En effet, pour faire face aux dépenses croissantes de l'État, Sassou Nguesso a gagé la production pétrolière du pays jusqu'en l'an 2000, pour

Information: « Le Mond à travers

apparaître dans les colonnes du Monde des enquêtes relativement détaillées sur le pillage des richesses du pays qu'il a commis, avec son clan, tout au long de ses 37 années de pouvoir.

C'est nouveau. Au point que plusieurs lecteurs ont écrit au journal pour s'étonner que ces « révélations » viennent si tard. « On aurait aimé lire dans votre journal ces mêmes articles quand il était au pouvoir », écrit par exemple un lecteur.

Pour se défendre, Le Monde a fouillé ses archives et retrouvé... un éditorial du 31 mars 1977, affirmant (déplorant?) que la « corruption générale, la

Avec la chute du dictateur fâcheuse réputation du chef de mais aussi les massacres et les Mobutu au Zaïre, on a pu voir l'État lui-même » menaçaient tortures, toute la répression « gravement la pérennité du régime ». C'est tout. On apprend seulement en plus, vaguement, qu'« au cours des 20 années suivantes, plusieurs enquêtes ont développé ce thème».

Ce silence a une cause. La plupart des médias français ont choisi, pendant des décennies, d'encenser ou de faire le silence (suivant les circonstances et les hommes) sur les dictateurs protégés de l'impérialisme français, particulièrement dans son pré carré colonial en Afrique noire. Et il n'y a pourtant pas que la corruption que ces médias auraient pu dénoncer,

inhumaine qui caractérise les régimes comme celui de Mobutu.

Le Monde avance, pour se justifier, qu'« avant l'effondrement de l'Union soviétique, la grille de lecture qui commandait les analyses des observateurs donnait la priorité aux enjeux stratégiques nés de la rivalité entre les deux blocs», laquelle grille de lecture faisait qu'ils «s'intéressaient plus aux forces et aux faiblesses des États africains dans le contexte des relations Est-Ouest qu'au comportement personnel des dirigeants »...

L'objectivité supposée du journalisme a bien du mal à pas-

IMPERIALISME RTE LA BILITE

Lorsque Lissouba vint au pouvoir à l'issue des élections de 1992, ce changement ne fut pas du goût du PDG d'Elf de l'époque, Loïk Le Floch-Prigent, qui décida d'arrêter l'exploitation des gisements, privant ainsi le Congo de royalties, sa principale source de revenus. A la veille des élections législatives de 1993, Lissouba s'étant tourné vers une compagnie américaine concurrente, c'est encore Elf qui, en sous-main, alimenta la guerre civile qui secoua le pays en 1993-1994 et fit au moins 2000 morts à Brazzaville.

C'est à cette époque que remonte la constitution des milices liées aux grands partis: aux «Zoulous» de Lissouba répondirent les «Cobras» de Nguesso et les « Ninjas » de Kelelas, autre protagoniste de l'actuel conflit et maire de Brazzaville.

L'intégration d'une partie de ces troupes dans les forces armées gouvernementales, en particulier celles de la mouvance présidentielle, n'a pas contribué à rétablir la paix l'exploitation de ce pays. dans le pays. Bien au contrai-

re. Etant en quasi-cessation de paiement, l'État congolais n'était pas plus en mesure d'entretenir les routes que de régler la solde des 15 000 hommes que comptent aujourd'hui les forces armées gouvernementales. A plusieurs reprises, notamment en février 1996 et février 1997, des mutineries ont d'ailleurs éclaté, laissant entrevoir l'éclatement de l'armée et les pillages auxquels on assiste aujourd'hui.

C'est dire que, si la perspective des élections et la victoire probable de Sassou Nguesso ont sans doute précipité les choses, l'explosion actuelle était prévisible.

De Lissouba, Nguesso ou Kelelas, quel chef de clan en sortira vainqueur? L'avenir le dira, mais ce ne sont sûrement pas les populations, qui ont déjà à subir les bombardements entre les camps. De même qu'on peut être sûr que les dirigeants français ne resteront pas neutres quant à l'issue de ce conflit. Il en va des intérêts de Elf et des autres trusts français impliqués dans

Roger MEYNIER

République d'irlande **LE PARTI** TRAVAILLISTE SANCTIONNE POUR AVOIR MENÉ UNE

POLITIQUE DE DRO

Les élections parlementaires irlandaises du 6 juin auront apporté un démenti aux spéculations de certains journalistes sur un prétendu « tournant à gauche de l'Europe», spéculations déclenchées par les succès électoraux successifs du Parti Travailliste en Grande-Bretagne et du Parti Socialiste en France.

Les partis de la gauche irlandaise viennent en effet de prendre une claque, passant de 23 à 13 % des voix, et de 35 à 21 sièges. Mais il faut dire qu'à l'inverse de ses homologues anglais et français, le Parti Travailliste irlandais était au pouvoir depuis déjà cinq ans et que l'électorat vient de lui faire payer le prix de la politique qu'il y a

Il n'y a pas à proprement parler de « gauche » ou de « droite » sur la scène politique irlandaise, au sens où on l'entend en France. Il y a deux partis de droite - Fianna Fail et Fine Gael - aux politiques interchangeables, à ceci près que le premier se veut populiste et proche de la tradition nationaliste, et le second « moderniste ». Quant au Parti Travailliste, créé en 1912 par les syndicats, il a toujours été minoritaire. En 1948, il a participé pour la première fois à un gouvernement dans le cadre d'une coalition avec Fine Gael et, depuis cette date, on a vu une alternance à peu près régulière entre cette coalition Fine Gael/Parti Travailliste et le Fianna Fail.

Le recul actuel des travaillistes est d'autant plus notable qu'ils étaient revenus au pouvoir à la suite des élections de 1992 sur la base d'une poussée électorale dans les grandes villes, modeste sans doute mais néanmoins sans précédent. Manifestement, une partie de l'électorat populaire des partis de droite avait voté pour les travaillistes. En partie sans doute en réaction aux scandales de corruption qui touchaient les deux partis de droite, mais aussi en réaction à la situation économique de plus en plus catastrophique des classes populaires.

Car la presse économique a beau disserter en long et en large sur ce qu'elle appelle le «tigre vert» irlandais et son « miracle économique », derrière les taux de croissance, largement supérieurs à ceux des autres pays occidentaux, de l'économie irlandaise, dus entre autres à l'afflux ports publics. Pendant ce temps, fit des deux grands partis de droite. d'entreprises américaines et japo-

peu exigeant en matière fiscale, le niveau de vie de la classe ouvrière, durement touchée par le chômage, était en chute libre.

Après le bref intermède d'une coalition entre le Fianna Fail et les travaillistes, ceux-ci ont fini par former en 1994 un nouveau gouvernement avec le Fine Gael et la Gauche Démocratique, un parti issu de la tendance euro-communiste du mouvement stalinien irlandais, qui compte quatre députés. Ce dernier fut chargé des portefeuilles particulièrement sensibles des Affaires sociales et de l'Industrie, et les travaillistes prirent la vice-présidence du Conseil et les Finances.

On vit alors ces prétendus partis de gauche appliquer une politique de droite contre la classe ouvrière. Dès 1994, un accord national fut passé entre les syndicats, le gouvernement et le patronat, sous le nom évocateur de «plan pour la compétitivité et l'emploi» qui, sous couvert de préserver l'emploi, imposa un gel des salaires réels dans le public comme dans le privé. Mais tandis que les salariés se sont vus privés par la loi du droit de contester les mesures prévues par ce plan, en revanche les patrons ne se sont pas privés de « surseoir» aux maigres rallonges qu'il prévoyait, sans être jamais l'objet d'aucune sanction.

Ces ministres de gauche, qui avaient clamé leur refus des licenciements dans le secteur public avant 1992, présidèrent à des milliers de suppressions d'emplois à Aer Lingus, la compagnie aérienne nationale, et dans l'ensemble des trans-Quinn, le ministre des Finances tranaises en quête d'un environnement vailliste, diminuait l'impôt sur les

sociétés et les charges sociales patronales, son collègue de Rossa, de la Gauche Démocratique, prenait des mesures pour restreindre les conditions d'attribution des allocations aux chômeurs, et Pat Rabbitte, le ministre de l'Industrie de la Gauche Démocratique, distribuait largement les subventions européennes aux grandes entreprises irlandaises, qui n'en continuaient pas moins de licencier. Ces ministres de gauche ont d'ailleurs fait tant et si bien que leurs partenaires de droite du Fine Gael ont même pu se payer le luxe d'apparaître en retrait pendant qu'ils faisaient le sale boulot!

Aujourd'hui, les chiffres officiels font état d'une «tendance du chômage à la baisse». Mais, malgré toutes les mesures prises pour en masquer l'étendue réelle, le pays compte toujours officiellement 260 000 chômeurs, auxquels viennent s'ajouter 90 000 jeunes en « stage » bidon – soit au total près de 10% de la population du pays.

Face à cette situation, et face aux principaux partis qui, dans ces élections, proposaient tous de lutter contre le chômage en réduisant les charges sociales et fiscales du patronat et en donnant un nouveau tour de vis aux chômeurs, une partie de l'électorat populaire a voté avec ses pieds, en particulier dans l'agglomération de Dublin où les abstentions ont dépassé le niveau record de 45 %. Et c'est aussi dans ces circonscriptions, qui fournissent à elles seules un quart des sièges de députés, que le Parti Travailliste a perdu le plus de voix et de sièges, au pro-

François ROULEAU

« ek des grilles

analyses de la presse bourgeoi-

Et, que l'on sache, d'autres «grilles» pro-impérialistes se sont imposées depuis. A propos des massacres commis par le clan Habyarimana au Rwanda, avec l'aide financière et militaire de l'État français, ou de la dictature d'Omar Bongo au Gabon, mystérieusement soudée aux affaires occultes du groupe Elf (pas seulement à l'époque de Le Floch-Prigent), ce n'est pas non plus dans Le Monde qu'on a pu apprendre grand-chose.

Le rédacteur embarrassé invoque aussi ce qu'il appelle

ser à travers les « grilles de lec- les « transformations du jourture» qui «commandent» les nalisme», l'investigation qui «s'est développée», pour conclure: «Il est souhaitable que cette irrévérence persiste et que d'autres chefs d'État soient l'objet d'enquêtes approfondies sans attendre qu'ils soient écartés du pouvoir »...

Souhaitable, en effet. Eh bien chiche! Leur ami le roi du Maroc, par exemple, n'est pas encore, malheureusement, écarté du pouvoir; on attend donc des « enquêtes approfondies » sur ce régime infâme. A moins que les grilles Bouygues commandent un silence respectueux?

C. L. G.

Un militant révolutionnaire élu à Dublin

Deux organisations d'extrême gauche issues du courant trotskyste présentaient des candidats dans cette élection - le Parti Socialiste et le Parti Socialiste des Travailleurs – sur la base d'une opposition à la politique d'austérité préconisée par les autres partis.

Huit de ces candidats on fait

des scores variant entre 0,5 % et 2%. Mais le neuvième, Joe Higgins, le candidat du Parti Socialiste dans la circonscription de Dublin Ouest, a été largement élu. Il faut dire que Joe Higgins est connu pour avoir été pendant des années conseiller municipal du Parti Travailliste, puis pour avoir été exclu de ce

parti pour son opposition à sa politique d'austérité, et enfin pour avoir été l'un des initiateurs du combat contre la tentative du gouvernement sortant d'imposer le paiement d'un impôt spécial sur l'eau dans les villes - combat qui a été victorieux puisque cet impôt a finalement été annulé sans autre forme de procès.

Algérie

AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS

En Algérie, le pouvoir en place se félicite du déroulement et des résultats des élections législatives qui ont donné 155 sièges sur 380 au Rassemblement **National** Démocratique (le RND), récemment créé par le président Liamine Zeroual. D'après lui, il s'agirait là d'un nouveau pas en avant vers « l'édification de la démocratie et de l'État de droit ». Mais ces commentaires d'autosatisfaction sont bien loin de la réalité.

Tout d'abord sur le strict plan de l'arithmétique parlementaire il n'est pas dit que l'actuel président dispose d'une majorité aussi stable qu'il voudrait le faire croire.

Sans doute les 155 députés du RND peuvent-ils compter sur l'appui des 16 élus indépendants issus de la mouvance gouvernementale. Mais rien ne dit que l'alliance conclue officieusement entre Zeroual et le FLN qui dispose de 64 élus soit stable. Car le FLN a souvent montré dans les récentes années qu'il était capable de changer de position vis-à-vis du pouvoir et qu'au sein même de ce parti des positions différentes pouvaient être adoptées par des cliques rivales.

Les deux partis islamistes dits « modérés » n'ont sans doute pas réussi à attirer l'ensemble de l'électorat de l'ex-FIS mais, avec 69 sièges pour le MSP

et 34 pour Ennahda, ils constituait la base de l'exconstituent plus du quart du Parlement, devançant largement les partis dits « démocrates » comme le FFS de Aït Ahmed, le RCD de Saïd Saadi ou le PT de Louisa Hanoune qui totalisent 42 élus seulement. Sur le simple plan parlementaire, le pouvoir est donc loin d'avoir réduit le poids des courants islamistes.

Mais ce n'est néanmoins pas sur ce terrain-là que se situent les problèmes les plus graves pour Zéroual. Les pouvoirs du Parlement tels qu'ils ont été définis par la récente Constitution laissent les mains libres au président pour gouverner et décider en passant par-dessus la tête des partis et majorités. Liamine Zeroual recherchait avant tout au travers de ces élections à donner une nouvelle légitimité au pouvoir et à renforcer son crédit. Or sur ce plan la partie semble bien loin d'avoir été gagnée.

Les dénonciations et les recours de la part des partis d'opposition, les commentaires des organismes internationaux reconnaissant à contre-cœur l'indéniable, les témoignages de la population convergent : il apparaît que la fraude a été largement utilisée par les autorités. Le taux de participation, qui d'après les chiffres officiels atteint 65,5%, serait en réalité inférieur à 50 % et descendrait à quelque 30 % à Alger. Il apparaît que la population des quartiers pauvres et en particulier la jeunesse se soit largement désintéressée des élections. Cela veut sans doute dire aussi que toute une partie de ces classes populaires qui

FIS ne s'est pas sentie représentée par les partis islamistes modérés reconnus par le pouvoir, pas plus qu'elle n'est attirée par les partis qui se disent démo-

Ce qui est à craindre c'est que l'écœurement légitime que suscitent ces grandes manœuvres politiciennes truquées, dans une situation où le pouvoir va se servir de son pseudo succès électoral pour imposer des sacrifices aux couches les plus pauvres de la population, contribue à renforcer en particulier dans la jeunesse le crédit politique des courants islamistes les plus radicaux, issus de l'ex-FIS.

La contre-pression à cette emprise de l'islamisme radical sur la société ne viendra pas des élections. Elle ne viendra pas de ceux qui soutiennent un pouvoir qui n'en finit pas de désespérer les classes pauvres en les condamnant à une vie très difficile. Elle ne viendra pas de ces démocrates qui croient ou font croire que la solution est dans la voie des compromis avec l'ex-FIS, et revendiquent que l'on redonne à ce parti le droit d'exister et de briguer légalement le pouvoir. Cette contre-pression nécessaire, elle ne peut venir que de la volonté et de la détermination de la population pauvre, et essentiellement de la classe ouvrière et de la jeunesse, à défendre les intérêts des classes pauvres contre les privilégiés et à tenir tête aussi bien au pouvoir qu'aux démagogues islamistes.

Henriette MAUTHEY

Allemagne

Recalé par les banquiers, le ministre des Finances veut s'en prendre aux assurés sociaux

Ca ne va pas très fort outre-Rhin. Au bord du gouffre, a titré l'éditorialiste d'un quotidien des milieux d'affaires, pour commenter les difficultés actuelles du gouvernement Kohl.

En Allemagne comme en France, la lutte contre les déficits publics est le fin mot de toute politique gouvernementale. C'est que, comme ici, l'État a beaucoup aidé les riches, et il compte sur les pauvres pour payer la note.

Pour ne pas dépasser le fameux seuil de 3 % de déficit, qui offre un prétexte commode aux différentes mesures d'austérité imposées aux populations, le ministre des Finances Weigel avait cru se tirer d'affaire en réévaluant le montant des réserves d'or de la Bundesbank, équivalent outre-Rhin de la Banque de France. Mais les banquiers ont refusé ce tour de passe-passe comptable.

La coalition gouvernementale actuelle oblige le chancelier Kohl à ménager ses alliés libéraux. Ces porteparole des classes riches n'aiment pas que l'on impose les riches, à qui Kohl a déjà offert de supprimer carrément l'impôt sur la grande fortune.

Puisqu'on ne touche pas aux classes riches, il reste au ministre des Finances de Kohl à s'en prendre une fois encore aux classes laborieuses. Si, en prime, cela sauve la coalition gouvernementale, ce sera fant mieux. Et, en attendant, il vient d'annoncer une nouvelle cure d'austérité. « Il n'y aura aucun tabou » dans la recherche d'économies, a-til lancé. Il ne s'est pas retranché derrière les « critères de Maastricht », il a évoqué « l'intérét allemand » c'est-à-

dire, en langage décodé, celui de la bourgeoisie.

Pour alimenter ses caisses, le gouvernement allemand va, comme ailleurs, lancer de nouvelles privatisations qui pourraient lui amener 4 ou 5 milliards de francs et satisfera en prime la petite bourgeoisie qui spécule et les banques.

Mais cela ne suffit pas. Aussi Weigel envisage-t-il surtout de frapper les classes pauvres. Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, il s'apprête à supprimer deux milliards de marks (pas loin de huit milliards de francs) dans le budget de l'Office fédéral du Travail, c'est-à-dire à tailler dans la politique de formation professionnelle et de reconversion qui permet de réduire un peu l'impact du chômage. Cela devrait augmenter le nombre des chômeurs de 200 000 (il y a actuellement 4,4 millions de chômeurs en Allemagne, soit 11,4% de la population active). Les chômeurs ne seront pas épargnés : le nombre des journées de carence pour le versement des allocations de chômage va augmenter.

L'Etat pourrait aussi trouver des ressources nouvelles en puisant dans les excédents des caisses publiques qui versent des allocations pour les soins : on parle d'une ponction de plus de 30 milliards de francs dans ces caisses!

On s'apprête à s'en prendre aux assurés sociaux en faisant main basse sur les réserves des caisses qui alimentent le système de protection sociale en Allemagne. Si le gouvernement pouvait récolter un mouvement de protestation, ça au moins il ne l'aurait pas volé!

Jacques FONTENOY

Sécurité sociale

ON RESTRUCTURE POUR MIEUX RESTREINDRE

Jeudi 5 juin aprèsmidi, près de 400 employés de la CRA-MIF (Caisse régionale d'assurance maladie d'ile-de-France) ont manifesté du ministère des Affaires sociales à la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour réclamer le maintien de tous les emplois et de tous les droits.

Ce mouvement est provoqué par l'un des volets de la réforme hospitalière contenue dans le plan Juppé, qui sous prétexte de restreindre les dépenses de santé vise à mettre en examen tous les établissements sanitaires, qu'ils soient publics ou privés, y compris ceux gérés par la Sécurité sociale.

La convention signée le 25

CNAM prévoit, entre autres, qu'à compter du 1er janvier 1998 tous les établissements sanitaires et médico-sociaux gérés par l'Assurance maladie devront être séparés juridiquement des organismes qui en assuraient la gestion.

La CRAMIF gère 17 établissements, un Centre de rééducation neurologique et fonctionnelle en Seine-et-Marne, des maisons d'enfants en difficulté, des pouponnières, des centres de réadaptation professionnelle pour travailleurs handicapés. Cette mesure devrait se traduire par le départ d'ici la fin de l'année des 1500 salariés qui travaillent dans les établissements.

Comme les budgets de fonctionnement sont composés essentiellement des frais de personnel, le personnel s'inquiète des conséquences à venir: pression à la baisse sur avril 1997 entre l'État et la les effectifs et les salaires.

Quelques établissements, jugés pas assez rentables, craignent une fermeture à venir.

Cela risque aussi de se traduire par la remise en cause de droits conventionnels.

Les autorités de tutelle affirment que ces droits seront maintenus, mais dans le même temps, il est question de remettre en cause la titularisation au bout de 6 mois de présence, cette clause étant jugée trop rigide pour l'embauche de CDD, de CES, de tous les emplois précaires qui représentent plus de 10% des emplois de ces secteurs.

Chacun se dit que, lorsque les établissements auront été dissociés juridiquement des caisses de Sécurité sociale et qu'ils seront isolés les uns des autres, il sera bien plus aisé, au nom de la réduction des dépenses, de rogner d'autres droits.

Quant aux employés du siège qui travaillent dans les

services de gestion centrale. ils craignent pour leur emploi, car plus de 150 d'entre eux travaillent en lien avec ces établissements et risquent de voir leurs postes supprimés.

C'est ce qui explique l'affluence à l'assemblée du personnel du 30 mai au siège (près de 400 personnes, ce qui ne s'était pas produit depuis des années) et à la manifestation du 5 juin qui a réuni des employés du siège et des établissements.

Pour l'instant les représentants du ministère et de la CNAM se sont contentés de minimiser les conséquences à venir.

Mais cela n'a convaincu personne. Il est donc prévu de retourner au ministère le 17 juin avec des employés venant de province. On va donc encore entendre parler de cette question d'ici les congés d'été.

Correspondant LO

ECHOS

C'est le moment de se faire embaucher

Il y a en ce moment plus de 500 intérimaires à la FM, et certains sont là depuis 14 ou 15 mois.

La direction ne peut pas justifier cela par un manque de travail, puisque la FM bat des records de production. Alors, sans rire, elle nous explique qu'elle ne peut pas embaucher ces jeunes par peur de devoir s'en débarrasser au cas où la production chuterait.

On nous chante qu'il n'y a pas d'embauche quand il n'y a pas de travail, mais il n'y en a pas non plus quand l'usine tourne à plein pot.

En tout cas, il y a une chose que la direction n'envisage pas, c'est qu'on finisse par en avoir marre et que ce soit d'elle dont on ait envie de se débarrasser plutôt que des intérimaires.

CAFAC Lille

LES MAUVAIS COUPS D'UNE MILLIARDAIRE

personnes et fabrique des produits en caoutchouc) annonçait au Comité d'Établissement fin avril qu'il y aurait du chômage partiel. Mais finalement, trois jours plus tard, elle décidait en plus de procéder à huit licenciements pour motif économique dont deux FNE. Les licenciés seraient cinq ouvriers (dont le délégué CFDT), un employé et le concierge de l'usine, le huitième licenciement devant se faire plus tard.

Cette annonce a provoqué la colère car en même temps. la direction embauchait trois

ingénieurs, dont le propre fils Prétextant une perte de de la patronne. Une colère qui 540 000 francs pour ce pre- se traduisit par des mier trimestre, la direction de débrayages et des défilés dans la CAFAC (qui emploie 74 les bureaux, sans que cela ne change rien aux décisions de cette milliardaire.

Les propriétaires de l'entreprise font partie des familles les plus riches de France. Dans le journal Challenges, il est indiqué que cette famille est arrivée troisième des milliardaires au hit-parade des vendeurs avec une fortune de 2.35 milliards de francs.

Deux délégués, CFDT et FO, ont organisé la résistance à ces licenciements. Les ouvriers licenciés, pères de familles nombreuses, allaient devoir pointer au chômage, alors que la fille de la familCAFAC pour ses vingt ans. Chaque jour, les deux délégués ont installé devant la porte de l'usine des panneaux. La presse locale s'est faite largement l'écho de la situation.

Le vendredi 23 mai, la patronne et un cadre tentèrent de bloquer la porte pour empêcher les deux délégués de la fermer. Il y eu une bousculade et suite à cela elle a porté plainte pour coups et blessures volontaires. Les deux délégués étaient mis à pied immédiatement et le lundi suivant ils recevaient leur lettre de licenciement. Du coup, le huitième licencié était tout trouvé et, pour l'autre délégué, il était licencié deux fois. Si cela n'est pas de l'acharnement!

Le CE a voté contre les le s'est vu offrir l'usine licenciements, et l'inspection du travail qui a fait une enquête contradictoire a refusé ces licenciements pour une faute grave non fondée. Il reste que ces deux camarades ont été convoqués par la police.

Dans l'usine c'était le soulagement quand ils ont fait le tour des ateliers ce vendredi 6 juin avec la lettre de l'inspecteur du travail. Beaucoup de travailleurs avaient le sentiment d'une première victoire. Quant aux cadres et à la patronne, la longueur de leur mine en disait long sur leur sentiment de défaite.

Les licenciements pour motif économique concernent encore cinq salariés (dont le délégué CFDT). L'inspection du travail a été sollicitée. Rien n'est donc terminé.

Une chance au grattage... rien au tirage

Depuis plusieurs années, la direction de la FM emploie des stagiaires-école, et ils sont de plus en plus nombreux à chaque fois. Ils étaient 833 en 1996.

La FM profite hypocritement de cette maind'œuvre puisque, dans de nombreux secteurs, on voit des stagiaires sur des lignes de fabrication, alors que cela n'a pas de rapport avec leur orientation scolaire.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Française de Mécanique (Douvrain - 59)

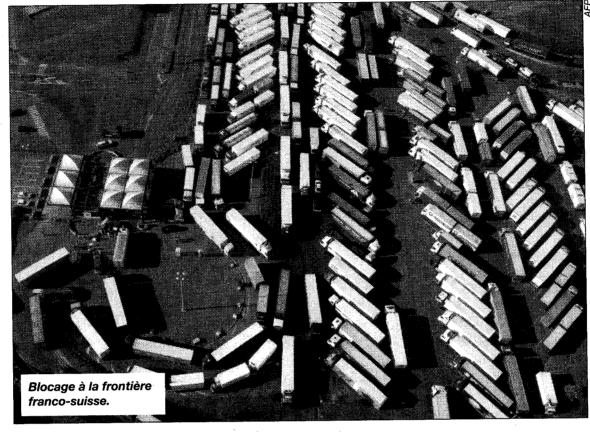
LA GRÈVE DES ROUTIERS EUROPÉENS

LA ROUTE TRAVERSE LES FRONTIÈRES

Lundi 9 juin, à l'appel des organisations syndicales, les chauffeurs routiers espagnols, portugais, italiens, français, allemands, ont mené diverses actions sur les routes et autoroutes comme aux postes frontières.

Cette « eurogrève », marquée par des barrages filtrants, des opérations escargot, des blocages du trafic, etc., avait été décidée pour réclamer un règlement européen sur le temps et les conditions de travail des chauffeurs, tant il est vrai que, de part et d'autre des frontières, ceuxci sont soumis au même arbitraire de la part des patrons routiers, aux mêmes mauvaises conditions de travail, de salaire et de retraite.

Cette grève menée par les routiers dans plusieurs pays européens en même temps a été remarquée. Elle exprimait, de façon visible par tous, en particulier à travers les images rapportées par la télévision, la communauté d'intérêts et le sens de la solidarité qui animaient certains grévistes. Les barrages routiers ont permis de franchir certains barrages de langue, comme par exemple au Perthus, à la frontière espagnole, où un chauffeur s'adressait à un autre : « En Belgique, vous êtes payés à



retraite à soixante-cinq ans et ils sont payés une poignée de cerises. Si on s'entend tous sûr en tout cas, c'est que les travailleurs sont plus forts à se battre tous ensemble, sur des objectifs communs, qu'en ordre dispersé. Et ce qui est sûr aussi, c'est que lorsqu'ils relâchent la pression, les patrons reprennent l'initiative. Car en ce qui

l'heure, en Espagne, ils ont la France par exemple, les promesses faites par les patrons routiers pour réussir à mettre fin au conflit de novembre en Europe, on sera plus fort 1996 sont loin d'avoir été et on gagnera. » Ce qui est toutes tenues. Comme la prime exceptionnelle de 3 000 francs accordée en échange de la levée des barrages routiers et que de nombreux employeurs n'ont toujours pas lâchée. C'est y compris le cas, pour certaines revendications satisfaites théoriquement et sanctionconcerne les routiers, en nées par un texte légal. Ainsi,

les décrets concernant le paiement des heures travaillées ne sont pas respectés par nombre de patrons. Et ce qui se passe en France, se produit partout ailleurs.

Alors oui, pour les chauffeurs routiers comme pour tous les travailleurs de Renault et tous les autres travailleurs d'ailleurs, l'heure est à une lutte d'ensemble, qui ne s'arrêtera pas aux frontières!

L.P.

SNCF

DIX ANS APRÈS L'ACCIDENT LA JUSTICE DÉSIGNE LE LAMPISTE

ET INNOCENTE LA SNCF

Dix ans après l'accident en gare d'Issy-Plaine (Issyles-Moulineaux) sur la ligne C du RER (voir *LO* 1501), accident qui avait fait un mort et 38 blessés, ce n'est pas la SNCF que le tribunal a condamnée mais le conducteur.

Le 29 mai, le tribunal correctionnel de Nanterre a rendu son verdict : deux ans de prison avec sursis non amnistiables et cinq ans de mise à l'épreuve pour le conducteur. La SNCF, quant à elle, n'est pas du tout

les anomalies fréquentes du signal à l'origine de l'accident ont largement été citées. Comme le rappelle dans une lettre ouverte à ses collègues de travail le conducteur de la rame banlieue percutée, « ce signal avec ses pannes chroniques, ses cascades de feux (...) était bien connu de la direction SNCF à l'époque », de même que les chutes de tension entraînant le fait que le contrôle électrique dudit signal n'était plus possible pour l'aiguilleur. Mais rien n'avait été fait, malgré les inquiétée alors qu'au procès multiples mises en garde cette portion de ligne (et juste

effectuées par les conducteurs. En particulier, ce n'est que bien après l'accident qu'un transformateur EDF qui se trouvait juste en face du signal en question a été démonté et que les dysfonctionnements de ce signal, qui continuaient après l'accident, ont enfin disparu. Sur ce point, la SNCF est toujours restée muette face aux questions des cheminots.

Depuis l'accident, le croisement de trains a été réaménagé et le contrôle de vitesse par balise a été installé sur

celle-là). Ces modifications sur cette partie de voie ne sont-elles pas une reconnaissance de la responsabilité de la SNCF?

Pour la direction, comme pour la justice, il semble que non. Toutes deux préfèrent trouver un lampiste. Et la justice, avec ce jugement scandaleux, permet à la direction de ne pas avoir à se justifier sur sa politique d'économies en matière d'investissement pour la sécurité de la circulation des trains.

Correspondant LO

ECHOS trop chaud pour travailler

Au JK, aux Nouveautés, ce n'est pas nouveau que la chaleur règne dans l'atelier. On étouffe, on sue et, en plus, il faudrait toujours courir.

Par contre, certains chefs sont plutôt bien frais; pas étonnant quand on reste dans un bureau, loin des flammes et de la chaleur du four.

S'il y avait plus de personnel, on aurait le temps de souffler.

Mais en attendant, allons tenir compagnie à ces chefs bien au frais dans leurs bureaux... Ils s'enflammeront peut-être pour trouver une solution.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Verrerie cristallerie d'Arques (Arques – 62)

Au voleur!

Fin mai, on a reçu la deuxième partie de la prime de résultat.

Fin mai, les actionnaires recevront aussi leur prime de résultat : 3,6 milliards de francs de dividendes leur seront versés par Elf.

Le principe d'égalité en prend un sacré coup. Car pour les gros actionnaires qui n'auront que la peine de compter leur fric, pour ceux-là, on ne comptera pas en kilofrancs mais en kilotonnes-francs.

Quant à ceux qui se tuent au boulot avec des horaires impossibles (pour créer la part des premiers), pour eux, il n'y a que les miettes, à se partager.

L'égalité veut vraiment d'autres lois.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Grande-Paroisse (Toulouse)

Bla bla bla

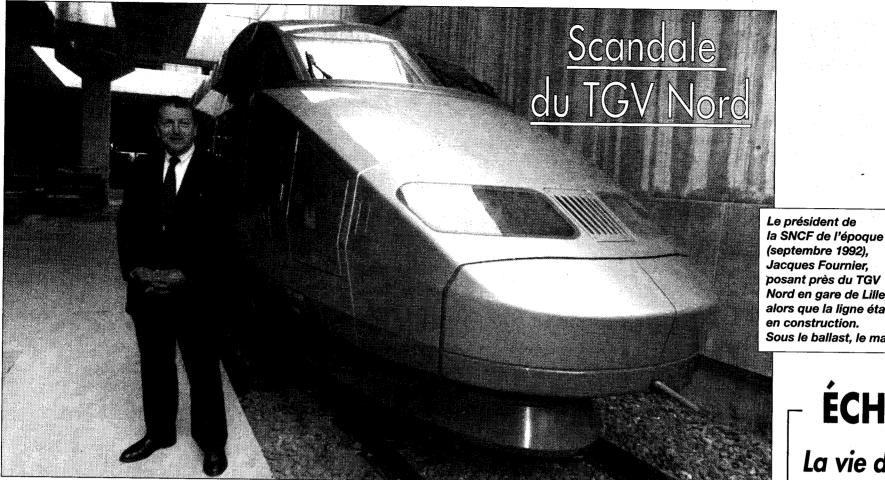
Le PDG nouveau est arrivé. Là où devaient se poser ses pas et ses yeux, les secteurs ont été astiqués. Cachez cette pagaille habituelle qu'il ne saurait voir le pauvre chou!

S'il ne connaît rien en bateaux, comme il le dit luimême, par contre il connaît à fond le baratin patronal. C'est clair, il est là pour servir les intérêts des actionnaires du groupe GEC-Alsthom. Qu'importe la production, pourvu que ça rapporte! Comme son prédécesseur, celui-ci va continuer à essayer de nous tondre la laine sur le dos.

À nous de ne pas le laisser faire et de mettre en place notre propre plan de tonte... sur le dos des actionnaires. Et là, pas de problème, il y a de quoi faire!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

Dans les entreprises



Jacques Fournier, posant près du TGV Nord en gare de Lille, alors que la ligne était en construction. Sous le ballast, le magot.

ARNAQUE EN BÉTON!

On en parlait depuis 1991, mais le scandale du TGV Nord rebondit de nouveau, entre les deux tours des élections, rappelant qu'une entente entre les principaux groupes de travaux publics (Bouygues, Dumez, Campenon-Bernard, Spie Batignolles, etc.) avait permis de surfacturer les travaux de construction de la ligne nouvelle, en 1989, de près de 750 millions de francs. Un rapport du Conseil de la Concurrence et des Fraudes avait révélé qu'au moins sur deux marchés, l'entente était évidente. Il apparaît désormais que c'était en fait la quasi-totalité des marchés avec la SNCF qui avaient été ainsi « répartis ». En octobre dernier, la Cour des Comptes revenait sur l'affaire mais la SNCF s'affairait à minimiser les faits. Quant aux corrupteurs... ils n'ont nullement été inquiétés jusqu'à présent.

La SNCF s'est décidée à porter plainte, afin de prendre les devants au cas, désormais possible, où d'autres « affaires » du même type, mettant en cause d'autres responsables de la société, verraient le jour. L'affaire a été relancée par la mise en examen d'un intermédiaire, épinglé au cours d'un banal contrôle fiscal. C'est lui qui était chargé de verser les pots-de-vin aux hauts cadres de la SNCF pour le compte du cartel du bâtiment.

Certains ingénieurs et directeurs de la SNCF ont donc grassement arrondi leurs fins de mois. D'après Le Figaro, un responsable du TGV Méditerranée aurait touché au total environ 1,5 million de francs. Un adjoint au chef de section sur le TGV

Nord se serait fait offrir une Mercedes de 270000 francs, 400 à 500000 francs en liquide, le payement de son loyer pendant trois ans et une Clio pour son épouse. Un autre adjoint se serait... contenté de 300 à 400 000 francs en liquide. Le responsable des études pour le TGV Nord, lui, se faisait rémunérer de plusieurs centaines de milliers de francs par cet intermédiaire. De plus petits poissons se contentaient de voitures ou de meubles à 80 000 francs. Des mallettes de plusieurs millions de francs valsaient de main en main, sur le parking d'un hôtel ou « le temps de prendre un whisky », car dans ce milieu le pot-de-vin est remplacé par des alcools plus corsés.

Tout cela a de quoi écœurer la population laborieuse et en premier lieu les cheminots, qui ne sont pas logés à la même enseigne. Ainsi, à l'atelier TGV du Landy où sont entretenues les rames TGV, un cheminot était menacé de licenciement parce qu'il avait récupéré quelques sandwiches délaissés dans une voiture bar. Il a évité le licenciement, mais il a été tout de même condamné à de la prison avec sursis. Sur la ligne C du RER, un guichetier était menacé de licenciement pour quelques centaines de francs. Pour des broutilles, la SNCF n'hésite pas à traîner des cheminots devant les tribunaux. Mais pour plusieurs centaines de millions de francs de préjudices, elle a attendu huit ans.

Et il reste à voir si les véritables profiteurs de cette arnaque vont rembourser les sommes dues. Car les pots-devin sont un faible pourcentage

des surprofits réalisés par l'entente des groupes du BTP. Sur les grands travaux (lignes nouvelles, construction de routes, de ponts, de tunnels, etc.), c'est en tout entre 6 et 8 milliards de francs de surcoût qui ont été prélevés sur les dépenses publiques par l'entente des bétonneurs, dont un milliard au détriment de la SNCF. Jusqu'à présent le tribunal a condamné pour ces ententes 31 groupes du bâtiment à 338 millions de francs d'amendes. C'est, dit-on, la plus forte amende jamais infligée pour cette raison. Mais le détournement reste vingt fois plus important que l'amende!

Cela n'a pas empêché les rois du béton de faire appel de cette décision en expliquant, sans complexe, qu'ils utilisent de telles méthodes pour sauvegarder l'emploi, car sans cela, disent-ils, bon nombre d'entreprises du bâtiment mettraient la clé sous la porte!

Si quelques grosses légumes pourries tombent à la SNCF, qu'en sera-t-il des véritables corrupteurs, les chefs d'orchestre du trafic?

Si ce scandale a éclaté et s'il y a eu enquête, c'est à la suite des révélations en 1989 d'un concurrent italien qui avait été évincé du cartel. Et si l'affaire est aujourd'hui relancée, c'est à cause des révélations d'un petit margoulin. Mais combien d'autres affaires restent ignorées? Combien de milliards sont ainsi annuellement détournés? La question n'est pas : quels marchés de travaux publics ont été truqués? Mais : quels sont ceux qui ne le sont pas?

Derrière tous ces groupes, il

y a de grands patrons français qui sont solidement protégés par l'Etat. Il n'y aurait aucune difficulté pratique à vérifier l'ensemble des comptes des entreprises privées et publiques. Tous les marchés passés par les collectivités locales et territoriales, par les entreprises publiques, devraient être systématiquement rendus publics.

Dans le cas du TGV Nord, l'entente était évidente puisque, sur un lot, toutes les propositions, sauf une, étaient totalement farfelues. Pour le lot suivant, c'était curieusement une autre entreprise, soudainement compétitive, qui faisait la seule offre sérieuse. N'importe quelle association d'usagers, n'importe quel cheminot pouvait détecter la magouille. À la SNCF comme ailleurs, les travailleurs auraient tous les moyens, sur leur temps de travail, de vérifier et d'éplucher les comptes. Mais ils sont menacés de licenciement s'ils révèlent une magouille ou divulguent des comptes dont ils ont eu connaissance.

Dans le secteur privé, on invoque le secret commercial en prétextant la concurrence! Mais cette fois encore, on voit qu'il n'existe aucune concurrence entre les grands groupes qui se mettent d'accord, avant même les appels d'offres, sur les prix à proposer. Cette concurrence n'est qu'un prétexte pour cacher aux salariés, à la population, les profits légaux ou illégaux réalisés sur leur dos et celui de la collectivité.

Alors, ce que la loi interdit aux travailleurs, il faudra l'imposer.

Christian BERNAC

ECHOS

La vie du rail, et la mort des emplois

La Vie du Rail annonce que la SNCF a l'intention de supprimer les chefs de quai chargés de donner le signal de départ des trains. Un essai devrait être fait cet été dans certaines gares, avant d'être généralisé.

Et tant pis pour la sécurité, pourvu que la rentabilité augmente! Après quoi, il ne restera plus qu'à supprimer la moitié des guichetiers, les trois quarts des contrôleurs, un train sur deux, etc.

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Ateliers d'Oullins (Rhône)

Pour Météor, il faut embaucher

La ligne Météor va ouvrir en 1998. Météor, c'est 242 agents à l'effectif. Mais ces agents seront uniquement des agents détachés.

Alors que les chiffres du chômage augmentent, il est inadmissible de prévoir l'ouverture d'une nouvelle ligne, à effectif constant pour l'entreprise.

Ce sera à nous d'imposer que chaque effectif détaché soit compensé par une embauche.

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP Réseau ferré

Guadeloupe « Mai 67 »

LE POUVOIR COLONIAL FAISAIT TIRER SUR LES TRAVAILLEURS ET LA POPULATION

Cet article est paru dans le numéro 745, du 10 mai dernier, de Combat Ouvrier, journal communiste révolutionnaire (trotskyste), publié par nos camarades des Antilles.

«Il y a trente ans, les 26 et 27 mai 1967, les gardes mobiles sur ordre du pouvoir colonial de l'époque massacraient plus de 80 travailleurs et jeunes dans les rues et les quartiers de Pointe-à-Pitre et de Vieux-Bourg-Abymes.

C'est pendant une manifestation d'ouvriers du bâtiment devant la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre (l'actuel Office du tourisme) que la fusillade a éclaté.

En effet les ouvriers du répression. bâtiment étaient en grève pour obtenir 2% d'augmentation de salaire. Le 26 mai, alors que des négociations entre patrons et représentants syndicaux se déroulaient à la Chambre de commerce, les travailleurs et leur syndicat manifestaient au-dehors. L'administration coloniale avait visiblement choisi la provocation en déployant massivement ses troupes puissamment armées.

C'est après quelques jets de pierres et de conques de Taret ou Tidas, furent d'avoir fomenté la révolte

mobiles ouvrirent le feu, tuant d'abord Jacques Nestor, un militant du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe), principale organisation indépendantiste à l'époque, qui s'était mêlé aux manifestants. Ensuite, les troupes coloniales tirèrent à vue sur les manifestants et même les passants, tuant et blessant des dizaines de personnes.

Il y eut deux jours et deux nuits d'émeutes et de

Les travailleurs et les jeunes ne se laissèrent pas faire sans réagir. Certains s'armèrent et ripostèrent, blessant et peut-être tuant aussi quelques gendarmes, par balles ou à coups de sabre. Des barricades furent érigées dans les rues. Le lendemain matin, courageusement, les lycéens de Baimbridge descendirent dans les rues, jusque devant la sous-préfecture, aux cris de « CRS assassins ».

furent tués à vue. d'autres encore furent arrêtés dans les rues et emprisonnés parce qu'ils avaient quelques pierres dans les poches.

Il n'y avait pas à l'époque de CRS ou de gardes mobiles noirs, tout au moins aux Antilles. Tous les gendarmes, gardes mobiles ou CRS étaient blancs. C'était d'ailleurs le cas (encore plus qu'aujourd'hui) de toute l'administration, des juges et autres hauts fonctionnaires. Leur attitude était ouvertement méprisante, colonialiste, voire raciste envers la population qui bien évidemment tage de faire connaître à le ressentait.

Les préfets se comportaient en véritables gouverneurs coloniaux. Et c'est d'ailleurs le préfet de l'époque qui donna l'ordre de tirer sur la population.

Ensuite l'administration coloniale fit porter aux indépendantistes, et en particulier au GONG, la responsabilité des émeutes. Certains jeunes, comme L'État français les accusa

déclencher la lutte armée pour l'indépendance de la Guadeloupe. Des dizaines de militants du GONG mais aussi du groupe « La vérité », les responsables du journal Le Progrès social furent arrêtés et emmenés en France afin d'être emprisonnés. D'autres le furent en Guadeloupe.

Les procès eurent lieu au cours de l'année 1968, en France et en Guadeloupe. Les dirigeants du GONG sortirent tous de prison en lé une pléiade de jeunes France et les autres militants nationalistes en Guadeloupe.

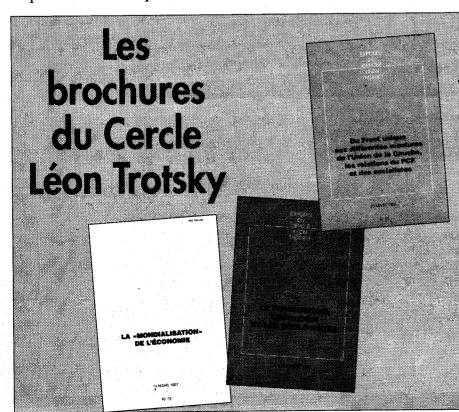
Ces procès eurent l'avanl'opinion française et mondiale la situation coloniale des possessions de l'impérialisme français Amérique.

Ils montrèrent aussi les limites du nationalisme et l'impasse dans laquelle les dirigeants nationalistes de l'époque ont entraîné toute une génération de jeunes militants. Ces dirigeants sont pour la plupart devenus aujourd'hui des notables

lambis que les gardes recherchés et tués. D'autres pour le déstabiliser et dans le cadre même de la départementalisation.

Mais en dehors du mouvement nationaliste, il y eut aussi une génération de jeunes militants liés au mouvement ouvrier qui fut marquée par ces événements. Pour certains d'entre eux, « mai 67 » fut un révélateur et le début d'une prise de conscience révolutionnaire de classe, en rupture avec les idées nationalistes qui avaient cours à l'époque.

Car si « mai 67 » a révémédecins et avocats anticolonialistes aspirant à la gestion des affaires locales, il a révélé une classe ouvrière combative. « Mai 67 » ce fut aussi et surtout une grève ouvrière, celle des ouvriers du bâtiment, ce fut aussi des jeunes, des chômeurs, des pauvres qui firent face aux gardes mobiles. Ce fut l'expression du mécontentement et de la colère des travailleurs, de la jeunesse, de la population, du moins dans leur fraction la plus consciente et la plus déterminée.»



Dernières brochures parues :

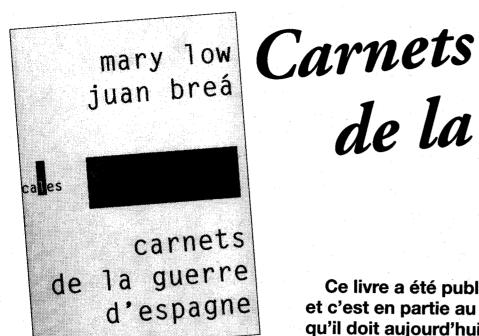
- Où en est la cause des femmes? (Nº 66 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1995)
- Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite (Nº 67 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 février
- Espagne 1931-1937 : la politique de Front populaire contre la révolution ouvrière (Nº 68 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 mai 1996)
- différentes moutures de l'Union de la Gauche, les relations du PCF et des socialistes (Nº 69 • Exposé du Cercle
- Léon Trotsky du 29 mars

novembre 1996)

- Les Kurdes, victimes la politique impérialiste... et de celle de leurs propres dirigeants. (Nº 70 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8
- Du Front unique aux
 Le communisme, l'écologie et les écologistes (Nº 71 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 13 décembre 1996)
 - La mondialisation de l'économie

(N° 72 • Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 mars 1997)

> Prix: 10F • Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.



Carnets de la guerre d'Espagne de Mary Low et Juan Breá

Ce livre a été publié pour la première fois, en anglais, il y a soixante ans et c'est en partie au succès du film de Ken Loach sur la révolution espagnole qu'il doit aujourd'hui sa traduction en français pour la première fois.

Juan Breá était né en 1905 à Cuba. À la fin des années vingt, il forma un groupe de poètes proches du surréalisme. C'est au cours de cette période qu'il ressentit « la nécessité de participer au mouvement politique de transformation du monde et découvre le marxisme et la révolution », comme l'écrit le préfacier.

En 1931, Breá partit en Espagne alors en pleine montée ouvrière. Le PC le chargea de convaincre le dirigeant trotskyste Andrès Nin de rejoindre le parti stalinien. Mais ce fut Breá qui rallia l'Opposition de Gauche trotskyste. Il retourna en 1932 à Cuba et y participa à la fondation de l'Opposition trotskyste, qui comptait alors plusieurs centaines de militants, influençant les étudiants et la Fédération Ouvrière de Cuba. En 1933, il dut s'enfuir à Paris pour échapper à la répression où il rencontra Mary Low. Après diverses pérégrinations, tant à Cuba, qu'en Europe, le couple partit pour Barcelone.

Militants d'un petit grou-

pe trotskyste, ils joindront leurs efforts à ceux du POUM, ce qui ne se fit pas toujours sans friction. Breá participa d'abord à la colonne internationale Lénine, un détachement de militants internationaux liés au POUM, puis il sera correspondant de La Batalla, le journal du POUM, sur le front d'Aragon. De son côté, Mary Low édita en anglais un bulletin d'information, Spanish Revolution (La Révolution espagnole) et participait à la radio du POUM.

Les chapitres du livre ont été écrits tantôt par l'une, tantôt par l'autre. Ils ont participé à la révolution espagnole d'août à décembre 1936, depuis son début enthousiasmant jusqu'aux premiers épisodes de la remise en ordre dans le camp républicain. Ils ont quitté l'Espagne à peu près au moment où George Orwell y est arrivé.

Arrivé à Barcelone, le couple partage les espoirs des travailleurs insurgés contre le coup d'État de Franco. « La révolution c'est magnifique,

leur lance l'un d'eux. Nous travaillons tous beaucoup, mais nous travaillons pour nous-mêmes, tu vois! Plus de patrons, des salaires honnêtes et nos comités ouvriers s'occupent de tout. Cela marche beaucoup mieux qu'avant. Et puis, tout nous appartient maintenant ».

Lire

Un meeting du POUM, une journée au local du POUM, sur le front d'Aragon, sur la ligne de feu, un militant trotskyste ramené mort du front: c'est d'abord une série de descriptions du quotidien de la révolution, avec les réquisitions auxquelles se livrent les différentes organisations ouvrières pour disposer de locaux pour leurs activités, qui peuvent être aussi bien l'éducation politique que la mise sur pied d'un sanatorium.



Puis les deux témoins assistent à la reprise en mains dans le camp républicain avec la dissolution du Comité des milices antifascistes et son incorporation dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne. Cet épisode « avait donné au POUM une nouvelle autorité, mais cela avait coupé les ailes à beaucoup de nos aspirations révolutionnaires », constatent-ils.

Les déplacements de Breá permettent de se faire aussi une petite idée de l'implantation du POUM à Madrid, où il est plus minoritaire qu'à Barcelone, mais où ses militants ont peut-être moins d'illusions. Mary Low consacre un chapitre à la situation des femmes, qui participèrent d'abord à la révolution sur le front, mais qui ont été assez vite ramenées à l'arrière.

Un chapitre de conclusion vient rappeler, de manière pas trop polémique, la responsabilité du Front Populaire mais également des dirigeants anarchistes et du POUM dans le désarmement de la population armée et sa reprise en main. Breá y discute notamment de l'abandon de la perspective révolutionnaire au profit illusoire de la seule guerre contre Franco.

Les responsabilités politiques du Front Populaire, des sociaux-démocrates, des staliniens, du POUM et des anarchistes ne sont cependant qu'ébauchées. Il ne faut pas y chercher des lecons politiques achevées. Le livre vaut surtout pour le témoignage, les différents épisodes et les anecdotes saisis « à chaud » qu'il contient. Il peut contribuer à faire revivre les espoirs dont cette révolution était porteuse et à comprendre pourquoi les politiques menées par les différentes organisations ouvrières qui ne voulurent pas ou ne surent pas comment ouvrir une voie révolutionnaire à ces espoirs constituent, toutes, au bout du compte une trahison de ces aspirations.

AORI,



Alain Clair

dit et chante

« Sur un monceau de pavés gris »
Deux siècles d'histoire et de chansons (les Canuts, la Canaille, le Grand Métingue, la Chanson de Craonne...) de textes (Verlaine, Apollinaire, Eluard, Vian) au Centre Culturel La Clef 21, rue de la Clef – 75005 Paris (Métro Censier) du 17 au 28 juin à 21 h (relâche dimanche et lundi)
Prix des places : 80F/50F

Jacques FONTENOY

Carnets de la guerre d'Espagne de Mary Low et Juan Breá, Éditions Verticales, 287 p., 110F.

La gauche au pouvoir

Remous autour de la monnaie unique

JOSPIN MARQUE SON TERRITOIRE

Jospin s'apprêterait-il à remettre en cause le pro- bien nouveau dans les de banalités, que ce soit vant au conseil européen aujourd'hui. péenne? Ou bien s'agirait- de Jospin, le ministre des propre pays, ou simple-« cohabitation »?

qu'en demandant un délai de pacte de stabilité budgétaire qui devait être contresigné le 15 juin au conseil européen d'Amsterdam, Jospin a suscité bien des spéculations.

cessus de mise en route de « réserves » émises à pour parer aux critiques la monnaie unique euro- Luxembourg par l'envoyé éventuelles dans leur il de la première escar- Finances Strauss-Kahn, ment pour ne pas dispamouche de la nouvelle qu'il s'agisse de la réaffir- raître complètement dans Ce qui est sûr c'est suprême du conseil euro- cela ait jamais vraiment pour « examiner » le projet banque centrale européenne, ou de la nécessité de « faire de la croissance et ces questions-là au moins, pour l'Europe ». Chaque compris. Tous tiennent à se pays et chaque chef d'État réserver des possibilités de n'a-t-il pas, à un moment faire machine arrière en

mation du rôle d'arbitre les négociations, sans que péen face à la future altéré le déroulement du processus?

Car de toute façon, sur de l'emploi des priorités tous sont d'accord, Jospin

son rôle de dernier recours. tous, quelle que soit leur politique, coloration mènent la même politique leur bourgeoisie respectirité qui se traduit depuis des années par la réduction du pouvoir d'achat et des emplois pour les classes laborieuses. Alors ce n'est sûrement pas là-dessus qu'ils vont se trouver sou-

Il n'y a pourtant rien de ou un autre, lancé ce genre cas de besoin en conser- dainement en désaccord

En revanche, alors que Quant au domaine social, Jospin vient tout juste de s'asseoir dans le fauteuil encore chaud de Juppé, il lui faut bien trouver un au service des profits de moyen de montrer qui est le maître de la politique ve, une politique d'austé- française - entre lui et Chirac – et de marquer d'une façon ou d'une autre le « changement »... au cas où nul ne s'en apercevrait par la suite.

F.R.

GAYSSOT À FRANCE 3: PRUDENT, PRUDENT

Jean-Claude Gayssot, membre de la direction du PCF, et désormais ministre de l'Equipement, du Logement et des Transports, était dimanche soir 8 juin invité sur France 3. Rapporté par L'Humanité du surlendemain, son propos était vague à souhait, chacun pouvant entendre tout et son contraire.

Au sujet d'Air France, Gayssot, après avoir affirmé : « Je ne serai pas le ministre de la privatisation, de la déréglementation et de l'ultralibéralisme », a aussitôt mis un bémol à son propos, en reconnaissant que la compagnie nationale «se trouve dans une situation particulièrement difficile (...) à cause de la déréglementation du transport pris celles qui ont ete termées par les décisions antérieures. Que compte-t-il faire concrètement, lui qui dit ne pas vouloir subir les pressions de la déréglementation? Mystère et bouche cousue...

Même chose pour la **SNCF. Son discours pouvait** se résumer à la formule publicitaire, «le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous ». A la question lui demandant ce qu'il comptait faire en cas de mouvement social des cheminots, le ministre a souhaité «que les choses se fassent sans

THE.

qu'il y ait grève ». Mais pour qu'il n'y ait plus de grèves, encore faudrait-il que les problèmes qui les motivaient, avant que la gauche regouverne, aient été réglés, tant au plan de la SNCF qu'au plan général... A moins que les dirigeants syndicaux fassent tout pour que ces grèves n'aient pas lieu. Mais en fait Gayssot s'est bien gardé de répondre à la question posée... Pourquoi?

N'est-ce pas dû au fait que sa situation de nouveau ministre le met en contradiction avec ce que, dans le même temps, déclare la direction de son parti qui propose d'être « mobilisés pour refuser la société de plus en plus inhumaine, livrée pieds et poings liés à la aérien». Ce qui laisse toutes volonté des marchés finanles portes ouvertes y com- ciers. Beaucoup sont conscients que leur mobilisation est et sera nécessaire pour s'engager effectivement dans une autre voie», (déclaration du bureau national, dont Gayssot est membre, dans L'Humanité du 10 juin).

Dans ce double langage, chacun peut y retrouver ses petits.... sauf les cheminots, les employés d'Air France et l'ensemble des travailleurs qui, il faut le souhaiter, ne laisseront pas les ministres tourner autour du pot.

G.L.

Les « rencontres citoyennes» du PCF...

«En ce mois de juin, à l'échelle de chacune de nos sections, d'entreprises ou locales, ou à l'occasion de nos fêtes fédérales, nous allons tenir environ 1 000 rencontres... », des « rencontres citoyennes» pour une «intervention citoyenne», a annoncé le Bureau national du PCF.

Notons au passage ce recours de plus en plus fréquent au mot « citoyen », comme si les travailleurs licenciés de Renault et «citoyens» égaux.

La direction du PCF a donc décidé de donner à ses militants et sympathisants l'impression qu'ils auront voix au chapitre. Discuter? Pourquoi pas, pourrait-on penser! Sauf que la discussion peut être aussi un exutoire, à l'image de ce que furent les forums organisés par le PCF en 1996, à l'image de cette discussion que la direction du PCF a organisée en deux jours, pour prendre une décision en fait déjà prise : faire participer des pression sur le gouverne-

ministres et un secrétaire d'Etat associés à la politique du gouvernement socialiste n'a pas plu à tous les militants du PCF et en inquiète certains.

POUR NE RIEN FAIRE?

Leur fournir l'occasion de discuter, de dire ce qu'ils ont sur le cœur, permettre à tous les contestataires de la politique du gouvernement et accessoirement de celle du PCF, de prendre la parole, pourrait exercer une certaine pression sur les militants du Parti Socialiste et sur le gou-Schweitzer, PDG de Renault vernement. Et cela sans et ancien directeur de cabi- paraître rompre la solidarité solidarité gouvernementale.

Il ne faut pas «se contenter d'attendre que tout vienne d'en haut » a commenté Robert Hue en présentant à la presse ces « rencontres citoyennes». Certes non!

Mais en commentant cet appel à «l'intervention citoyenne», Robert Hue a tenu à préciser ses limites. Dans L'Humanité du 10 juin, à la question «Intervention citoyenne, intervention des citovens, cela signifie-t-il ministres du PCF au gouver- ment? », il a répondu : «Ni

nement. Car avoir deux complication pour le gouvernement ni conflit »... Voilà qui éclaire l'intention de la direction du PCF.

A moins que ce soit « tactique». Mais une tactique qui n'est pas explicite n'est que de l'hypocrisie. Elle est parfaitement perçue et déjouée par les sommets des appareils et ne trompe que la base.

Alors oui, il faudrait que « ceux d'en bas », les travailleurs, interpellent leurs dirigeants, et pas simplement dans des réunions programmées, devant une tribune où I'on trouvera la duplication net de Fabius, étaient des de la nouvelle majorité ou la de la brochette qui se trouve au gouvernement, avec des représentants du PS, des Radicaux, des Verts, du MDC, et où chacun chantera au présent la chanson qu'il a envie d'entendre.

> Mais ce que ces gens-là craignent, c'est que la classe ouvrière intervienne, peutêtre pas dans des réunions qui, de fait, ne rassemblent que quelques centaines, au plus quelques milliers de personnes, mais dans les usines, dans la rue, pour imposer ses revendications.

> > L.P.